



# Assemblée générale

Distr. générale  
27 mars 2015  
Français  
Original : anglais

## Conseil des droits de l'homme

### Vingt-huitième session

Point 2 de l'ordre du jour

**Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies  
aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat  
et du Secrétaire général**

## **Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme en Iraq à la lumière des violations commises par l'organisation dite « État islamique d'Iraq et du Levant » et des groupes associés\* \*\***

### *Résumé*

Le présent rapport a été établi par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, en application de la résolution S-22/1 du Conseil des droits de l'homme, dans laquelle le Conseil a demandé au Haut-Commissariat de dépêcher en Iraq une mission chargée d'enquêter sur les allégations de violations du droit international des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits commises par l'organisation dite « État islamique d'Iraq et du Levant » (EIIL) et les groupes terroristes associés et d'établir les faits et les circonstances de ces atteintes et violations, afin que les responsables ne restent pas impunis et répondent pleinement de leurs actes. Il donne une vue d'ensemble de la situation entre juin 2014 et février 2015, conformément à la résolution S-22/1.

\* Soumission tardive.

\*\* L'annexe au présent rapport est distribuée telle qu'elle a été reçue, dans la langue originale seulement.

GE.15-04838 (F) 081216 250117



\* 1 5 0 4 8 3 8 \*

Merci de recycler



## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction .....	1–15	3
A. Contexte .....	1–6	3
B. Mandat .....	7–8	4
C. Méthodes de travail .....	9–11	4
D. Cadre juridique .....	13–15	5
II. Violations ou atteintes systématiques .....	16–71	6
A. Atteintes commises par l’EIL .....	16–49	6
B. Violations commises par d’autres parties au conflit .....	50–69	13
C. Charniers .....	70–71	16
III. Responsabilité juridique .....	72–76	16
A. Responsabilité juridique des États .....	72–75	16
B. Responsabilité pénale individuelle .....	76	17
IV. Conclusions et recommandations .....	77–79	17
Annexe		
Notes verbales .....		20

## I. Introduction

### A. Contexte

1. L'Iraq a subi des décennies d'autoritarisme, puis une transition difficile marquée par une présence internationale et par des troubles et un climat de violence persistant qui ont fait des milliers de morts dans la population civile. Malgré les progrès faits en vue de l'instauration d'une république constitutionnelle, cette période s'est aussi caractérisée par de multiples violations des droits de l'homme, dont des disparitions forcées, des cas de détention arbitraire, des exécutions perpétrées en représailles, des manquements aux normes relatives à un procès équitable et à une procédure régulière, des situations d'impunité et une incapacité à fournir de nombreux services de base. Depuis 2003, des milliers d'attentats-suicides commis par des groupes terroristes ont tué des milliers de civils.

2. L'Organisation dite « État islamique d'Iraq et du Levant » (EIIL)<sup>1</sup> est apparue dans ce contexte instable et violent. L'absence de processus participatifs ouverts à tous et l'incapacité de promouvoir et de protéger les droits politiques, civils, économiques, sociaux et culturels au milieu de ces troubles régionaux ont permis à l'EIIL et à d'autres groupes extrémistes de gagner du terrain dans le nord de l'Iraq en tirant parti de la frustration des tribus locales, puis, peu après, de faire subir à nombre de ces tribus une répression des plus brutale et cruelle.

3. En avril 2013, les forces de sécurité iraqiennes ont recouru à la force pour disperser une manifestation dans la ville de Hawija (province de Kirkouk), faisant plusieurs morts. Des rassemblements et des occupations de locaux ont ensuite eu lieu dans les provinces d'Al-Anbar, de Ninive, de Salah ad-Din et de Diyala. La répression de ces mouvements de protestation par les autorités a exacerbé un sentiment d'exclusion au sein de la forte minorité sunnite du pays.

4. En janvier 2014, la ville de Falloujah, dans la province d'Al-Anbar, est tombée aux mains de l'EIIL. En avril, Al-Anbar était un champ de bataille. Au mois de mai, 500 000 civils avaient été déplacés. Alors que les forces de sécurité iraqiennes remportaient quelques batailles contre l'EIIL à Al-Anbar, l'organisation terroriste s'emparait des villes de Mossoul et de Tikrit à l'issue d'une offensive éclair menée en juin et prenait ainsi le contrôle de vastes zones dans les provinces du nord du pays. L'EIIL a commis des massacres dans la prison Badush et sur la base militaire de Speicher et a assiégé la ville d'Amerli, dans la province de Diyala.

5. En août 2014, l'EIIL a pris le contrôle des districts de Sinjar et de Tal Afar et de la plaine de Ninive. Des allégations d'atteintes graves aux droits de l'homme commises par l'EIIL et des groupes armés associés ont commencé à circuler, indiquant notamment qu'ils prenaient systématiquement et intentionnellement pour cibles les membres de certains groupes ethniques ou religieux présents sur les territoires dont ils s'étaient emparés. Cette situation a entraîné un exode massif des yézidis, des chrétiens et des membres d'autres groupes ethniques et religieux de la plaine de Ninive. Les opérations menées à Mossoul et à Sinjar ont provoqué le déplacement de 1,5 million de personnes supplémentaires. Lorsque Mossoul est tombée aux mains de l'EIIL, la confusion régnait au sein des forces de sécurité

---

<sup>1</sup> L'EIIL figure sur la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaïda, établie en application des résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011) du Conseil de sécurité, qui prévoit des sanctions financières, un embargo sur les armes et une interdiction de voyager pour les membres des groupes inscrits sur la liste.

iraquiennes. Le Gouvernement iraquien a alors sollicité d'autres groupes armés afin qu'ils aident les forces de sécurité iraquiennes à mettre fin à l'avancée de l'EIIL et à reprendre le territoire perdu. De nombreux jeunes iraqiens se sont portés volontaires pour combattre l'EIIL, dans le cadre du « Mouvement de mobilisation populaire »<sup>2</sup>.

6. Tout au long de l'été 2014, des « volontaires » du Mouvement de mobilisation populaire et des milices chiites se sont déplacés du sud où ils vivaient vers les zones contrôlées par l'EIIL dans le centre et le nord de l'Iraq. Tandis que leur campagne militaire contre l'EIIL gagnait du terrain, les milices semblaient agir en toute impunité, laissant derrière elles mort et désolation.

## B. Mandat

7. Une session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme a été demandée notamment par l'Iraq et convoquée à la lumière du nombre croissant de violations des droits de l'homme, d'atteintes à ces droits et de violations du droit international humanitaire, dont des homicides illicites, des attaques délibérées contre des civils, des conversions forcées, des persécutions ciblées de certains groupes ou individus en raison de leur religion ou de leurs convictions, des actes de violence contre des membres de certains groupes ethniques ou religieux et la destruction de lieux de culte et de sites du patrimoine culturel. Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a dépêché une mission en Iraq en application de la résolution S-22/1 du Conseil des droits de l'homme, adoptée le 1<sup>er</sup> septembre 2014 sans mise aux voix. Dans cette résolution, le Conseil a demandé au Haut-Commissariat de dépêcher en Iraq une mission chargée d'enquêter sur les allégations de violations du droit international des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits commises par l'EIIL et les groupes terroristes associés et d'établir les faits et les circonstances de ces atteintes et violations, afin que les responsables ne restent pas impunis et répondent pleinement de leurs actes.

8. Toujours dans sa résolution S/22-1, le Conseil a demandé au Haut-Commissaire de lui présenter, à sa vingt-huitième session, un compte rendu oral de la mise en œuvre de la résolution. Le présent rapport, soumis conformément à cette demande, traite de faits liés au conflit armé impliquant l'EIIL qui se sont produits en Iraq entre juin 2014 et février 2015. Toutes les informations qu'il contient sont fondées sur des enquêtes relatives aux droits de l'homme menées avec rigueur dans le pays entre décembre 2014 et février 2015. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a également vérifié des renseignements reçus portant sur des violations des droits de l'homme, des atteintes à ces droits et des violations du droit international humanitaire perpétrées par d'autres parties au conflit, et il en fait état dans le présent rapport<sup>3</sup>.

## C. Méthodes de travail

9. La mission a examiné toutes les informations disponibles, notamment des déclarations de témoins et de victimes et des documents fournis par le Gouvernement iraquien<sup>4</sup>, des États Membres et des organismes compétents du système des Nations Unies

<sup>2</sup> Le Mouvement de mobilisation populaire a été créé à la suite de la progression de l'EIIL en juin 2014, lorsque le grand ayatollah Ali al-Sistani a lancé un appel à se porter volontaire pour défendre sa patrie. Le 30 septembre 2014, le Conseil des ministres a adopté une résolution chargeant le Premier Ministre, M. al-Abadi, de veiller à ce que les membres du mouvement disposent des armes, des moyens logistiques, de la formation et des salaires nécessaires.

<sup>3</sup> Conformément à la résolution 48/141 de l'Assemblée générale.

<sup>4</sup> Voir les notes verbales en annexe du présent document.

et de la société civile. Elle a étudié les informations faisant état de violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire pour en vérifier la véracité et établir d'autres faits. Elle a mené des enquêtes à Chamchamal, Dahouk, Arbil, Kalar, As Soulaïmaniyah et Zakho, ainsi que dans les camps de personnes déplacées situés dans ces régions.

10. En raison de l'insécurité et de l'intensification du conflit dans certaines zones, ainsi que de contraintes logistiques, la mission n'a pas pu enquêter dans de nombreuses régions du pays où de graves violations des droits de l'homme et atteintes à ces droits auraient été commises, notamment dans la province de Kirkouk et à Mossoul, Tal Afar et Zoumar, dans la province de Ninive. En ce qui concerne les zones auxquelles il était impossible d'accéder, la mission a réalisé des entretiens par téléphone ou, lorsque la situation le permettait, s'est entretenue avec des victimes et des témoins dans des lieux plus sûrs.

11. Les observations exposées dans le présent rapport sont fondées sur l'analyse des renseignements de première main obtenus au cours d'entretiens approfondis avec plus de 100 victimes et témoins. La crédibilité des renseignements a été évaluée en fonction de la cohérence des déclarations des témoins et de l'existence d'informations concordantes. Les faits n'étant pas tous établis avec la même certitude, la mission précise, pour chacune de ses observations, dans quelle mesure elle estime qu'ils se sont effectivement produits.

12. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme remercie le Gouvernement iraquien d'avoir pleinement coopéré avec la mission d'enquête et de lui avoir facilité l'accès à diverses régions du pays.

#### D. Cadre juridique

13. Le droit des droits de l'homme et le droit international humanitaire s'appliquent à l'Iraq. Les faits décrits dans la résolution S-22/1 sont constitutifs d'un conflit armé n'ayant pas un caractère international qui oppose l'EIL et d'autres groupes armés associés d'un côté, et les forces de sécurité iraqiennes et les autres forces armées qui les soutiennent de l'autre. La mission s'est donc fondée sur le droit international humanitaire applicable aux conflits armés n'ayant pas un caractère international en tant que *lex specialis* et sur le droit international des droits de l'homme.

14. L'Iraq est partie aux principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et à un certain nombre d'instruments prévoyant des règles applicables aux conflits armés non internationaux. Toutes les parties au conflit en Iraq sont liées par les règles du droit international humanitaire applicable, y compris les règles coutumières. Le Gouvernement a eu d'immenses difficultés à faire respecter l'ordre public dans le pays. Il doit néanmoins s'acquitter de ses obligations au regard du droit international, ce qui est expressément reconnu dans la Constitution iraquienne (art. 8).

15. Dans la résolution S-22/1, les États membres ont insisté sur la nécessité de faire en sorte que les responsables de violations du droit international humanitaire ou de graves violations du droit international des droits de l'homme et atteintes à ce droit aient à répondre de leurs actes, grâce à des mécanismes appropriés, et ont engagé le Gouvernement iraquien à veiller à ce que tous les suspects soient traduits en justice, afin que les responsables ne restent pas impunis et répondent pleinement de leurs actes. À la lumière de ces considérations, la mission a mis l'accent sur les actes qui pourraient être constitutifs de génocide, de crimes contre l'humanité ou de crimes de guerre.

## II. Violations ou atteintes systématiques

### A. Atteintes commises par l'EIIL

#### 1. Attaques visant des groupes religieux ou ethniques

16. La mission a recueilli des renseignements fiables au sujet d'actes de violence perpétrés contre des civils en raison de leur appartenance, réelle ou supposée, à un groupe ethnique ou religieux. À la lumière de l'ensemble des informations recueillies, on peut raisonnablement conclure que certains de ces faits peuvent être constitutifs de génocide et d'autres de crimes contre l'humanité ou de crimes de guerre. Les groupes ethniques ou religieux pris pour cibles par l'EIIL sont notamment les yézidis, les chrétiens, les Turkmènes, les sabéens-mandéens, les yârsâns, les Kurdes et les chiites.

#### a) Attaques visant les yézidis

17. Par des entretiens avec des victimes et des témoins, corroborés par d'autres sources, la mission a recueilli des renseignements sur le meurtre de membres de la communauté yézidie et sur des actes ayant causé de graves préjudices matériels et moraux aux membres de ce groupe. Il ressort également de ces renseignements que l'EIIL a commis ces actes avec l'intention de détruire les yézidis en tant que groupe et qu'il s'agit d'agressions systématiques contre cette communauté, dont l'identité est fondée sur ses croyances religieuses. Si ces actes sont confirmés, ils pourraient être constitutifs de génocide. De nombreux témoins yézidis ont livré des récits dignes de foi et concordants décrivant plusieurs faits et agressions distincts et détaillant comment ils avaient été forcés à se convertir à l'islam sous peine d'être tués.

18. Au début du mois d'août 2014, une série d'attaques systématiques et généralisées a eu lieu au cours des incursions de l'EIIL dans les plaines de Ninive et dans des villes et villages peuplés de yézidis. Il ressort des entretiens réalisés avec de nombreux témoins et victimes venant d'Al-Adnaniya, d'Al-Qahtaniyah, de Barah, de Bazwaya, de Dogore, de Gogjali, de Hardan, de Khanasor, de Kocho, de Qani, de Sharaf ad-Din, de la ville de Sinjar, de Solagh, de Tel Banat, de Tel Qasab et de Zoumar, que des membres de l'EIIL séparaient systématiquement les hommes des femmes et des enfants puis les conduisaient au bord de fosses où ils étaient exécutés sommairement. Certains témoins et victimes ont ajouté qu'on leur avait demandé de se convertir à l'islam et que les hommes qui refusaient étaient tués tandis que, dans d'autres cas, même ceux qui se convertissaient étaient exécutés sommairement. Les hommes qui ont survécu à ces exécutions, pour la plupart parce qu'ils avaient été protégés par les corps d'autres victimes, ont fait part de leur expérience à l'équipe d'enquêteurs. Des femmes et des enfants qui étaient retenus prisonniers près des lieux d'exécution ont également été témoins de certaines exécutions. Certains villages ont été complètement vidés de leurs habitants yézidis.

19. Le 3 août, par exemple, au moins 80 hommes ont été tués au cours d'une même exécution dans le village de Qani (Sinjar). La mission s'est entretenue avec des survivants de cette exécution et l'un d'entre eux a décrit comment les hommes avaient été rassemblés, puis conduits au bord d'une fosse à proximité, où des combattants de l'EIIL avaient ouvert le feu sur eux. L'homme a ajouté qu'au moins 50 membres de sa famille élargie avaient été tués. À Kocho, au moins 700 hommes ont été tués au cours du mois d'août. Un survivant d'un des massacres qui ont été perpétrés à plusieurs reprises dans le village de Kocho (Sinjar) a relaté comment, vers le 11 août, les hommes yézidis qui refusaient de se convertir avaient été séparés des femmes et conduits dans une ferme. Un combattant de l'EIIL leur avait dit : « vous allez voir maintenant ce qu'il va vous arriver, bande de païens et d'adorateurs de paons ». Les combattants de l'EIIL ont d'abord promis aux villageois qu'ils

les libéreraient dès que ceux-ci leur auraient remis tous leurs biens, mais ils les ont ensuite séparés par groupes de 15 personnes. Ils ont ordonné aux hommes yézidis de se coucher sur le ventre et les ont filmés avant de leur tirer dessus à plusieurs reprises. Des survivants ont dit à la mission que des habitants des zones voisines avaient aidé l'EIIL à commettre ces massacres. Des témoignages concordants font état d'ordres directs donnés par téléphone auxquels les combattants de l'EIIL obéissaient.

20. Les yézidis ont été victimes d'enlèvements massifs et nombre d'entre eux ont été détenus pendant des mois. Ainsi, un groupe de 196 yézidis handicapés, dont des personnes âgées, des malades et des enfants, ont été séquestrés à Mossoul et à Tel Afar jusqu'en janvier 2015. De nombreuses victimes ont été forcées à se convertir à l'islam pendant leur captivité. Quelque 3 000 personnes, principalement des yézidis, seraient toujours prisonnières de l'EIIL. Une enquête plus approfondie est nécessaire pour déterminer le nombre précis de personnes qui sont toujours prisonnières de l'EIIL et le nombre de celles tuées, qui est estimé à plusieurs milliers<sup>5</sup>.

**b) Attaques visant les chrétiens**

21. Bien qu'étant considérés comme des « Gens du Livre »<sup>6</sup>, titre qui leur assure une certaine protection par rapport à d'autres groupes ethniques ou religieux, les chrétiens ont été victimes de déplacements forcés et dépossédés de leurs biens. À la date du 6 août, on estimait à 200 000 environ le nombre de chrétiens et de membres d'autres groupes ethniques et religieux qui avaient fui Baachiqa, Bartella, Hamdaniyé, Tel Keif et d'autres villes et villages des plaines de Ninive avant que l'EIIL n'en prenne le contrôle. Cinquante mille d'entre eux, principalement des chrétiens, avaient déjà quitté Mossoul à la mi-juin par crainte des menaces de l'EIIL, qui leur avait laissé le choix entre payer une taxe, se convertir ou partir. L'EIIL s'est emparé des maisons et autres biens des chrétiens de Mossoul.

22. Le 6 août ou vers cette date, l'EIIL a pris d'assaut la ville d'Hamdaniyé (également appelée Qaraqoch). Selon de nombreux témoins, les combattants de l'EIIL ont pillé et détruit des bâtiments, notamment des sites chrétiens historiques (cathédrales et églises). Quelque 150 familles n'ont pas pu s'enfuir. Avant de les expulser, les membres de l'EIIL se sont emparés de tous leurs objets de valeur et de leurs papiers d'identité. Des témoins ont également rapporté que durant l'attaque, des grenades, des obus de mortier et des roquettes s'étaient abattus sur des zones toujours occupées par des civils.

**c) Attaques visant les chiïtes**

23. Les entretiens menés avec des victimes et des témoins dont les dires ont été corroborés par des informations émanant de sources fiables permettent raisonnablement de conclure que les Turkmènes, les Shabaks et d'autres groupes chiïtes ont été la cible d'attaques.

24. Des victimes et des témoins d'Amerli (Salah ad-Din), de Bachir, de Barawjali, de Jerdghali et de Qaranaz (province de Diyala), ainsi que de Baachiqa, de Bazwaya, de Koukjali et d'Omar Kan (province de Ninive), relatent tous les mêmes faits. L'EIIL encerclait le village, tuait les habitants qui ne pouvaient pas s'enfuir, détruisait et incendiait les habitations et les commerces, saccageait les lieux de culte chiïtes et pillait les bâtiments publics et privés.

<sup>5</sup> Il est difficile d'en déterminer le nombre exact, en particulier parce qu'un grand nombre des personnes recensées comme disparues ont été tuées. Des organisations de la société civile ont communiqué à la mission des listes contenant les noms de milliers de victimes présumées.

<sup>6</sup> Dans l'islam, « Ahl al-Kitab » (les « Gens du Livre ») comprend les chrétiens, les juifs et les sabéens-mandéens.

25. Le 17 juin 2014, par exemple, l'EIIL a attaqué les villages à majorité turkmène chiite de Barawjali, Jerdghali et Qaranaz, au Nord d'Amerli, et aurait détruit et incendié des habitations et d'autres bâtiments, ainsi qu'au moins deux espaces communautaires chiites connus sous le nom de Husseiniya. Plusieurs personnes sont mortes en défendant le village et au moins huit autres ont été exécutées sommairement d'une balle dans la tête. Le 17 juin également, l'EIIL a attaqué le village turkmène chiite de Bachir (Kirkouk). Plus de 60 personnes ont été tuées, dont des femmes, des enfants et des personnes âgées.

26. Fin juin et début juillet, dans les villages de Baachiqa, de Bazwaya, de Koukjali et d'Omar Kan (province de Ninive), des membres de l'EIIL auraient exécuté sommairement un certain nombre d'hommes et auraient enlevé de nombreux membres de la communauté shabak. À la fin février 2015, on était toujours sans nouvelles d'eux. Une femme a rapporté que, le 20 juin 2014, son fils et son beau-frère avaient disparu après avoir été arrêtés à un poste de contrôle de l'EIIL. Trois jours plus tard, ils ont été retrouvés morts dans un cimetière – son fils, décapité, et son beau-frère abattu de plusieurs balles.

27. L'EIIL a également commencé à assiéger Amerli, dans la province de Salah ad-Din, le 11 ou le 12 juin 2014. Au bout de vingt jours de siège, les membres de l'EIIL ont coupé l'eau et l'électricité. Au moins 15 000 personnes auraient souffert de l'absence d'électricité, de nourriture, d'eau potable, de services médicaux et de médicaments. Les habitants ont été contraints de boire de l'eau contaminée, de sorte que nombre d'entre eux, en particulier des enfants et des personnes âgées, sont tombés malades. Une femme et son nouveau-né sont morts faute de soins. La ville était la cible de tirs de mortier quotidiens, qui auraient tué un enfant, quatre hommes et une femme. Les forces armées iraqiennes et des groupes armés affiliés ont mis fin au siège le 1<sup>er</sup> septembre 2014.

28. Dans le cadre d'entretiens avec des rescapés, la mission a reçu des informations fiables indiquant que, le 10 juin 2014, plus de 600 détenus de la prison de Badush, dans la province de Ninive, avaient été exécutés sommairement par des membres de l'EIIL. À l'aube, l'EIIL a investi la prison qui abritait plus de 3 000 détenus. Selon les informations reçues, les gardiens s'étaient enfuis avant l'attaque. Les prisonniers ont été séparés en groupes selon leur appartenance ethnique ou religieuse. Les sunnites ont été libérés, tandis que les autres, principalement des chiites, ont été entassés dans des camions, conduits vers un ravin situé non loin de là et abattus. Certains rescapés ont dit avoir immédiatement roulé dans le ravin et avoir eu la vie sauve parce qu'ils avaient été protégés par les corps qui étaient tombés sur eux. Les combattants de l'EIIL avaient continué à tirer dans le ravin sur tous les corps qui bougeaient encore, notamment sur des hommes qui hurlaient de douleur.

## 2. Attaques à caractère politique

29. Les entretiens menés avec des victimes et des témoins, dont les dires ont été corroborés par des informations émanant de sources fiables, ont permis à la mission de conclure que selon toute vraisemblance, les attaques visant ceux que des membres de l'EIIL considèrent comme affiliés au pouvoir avaient un caractère systématique. L'EIIL a notamment pris pour cible des policiers et des soldats de l'armée iraqienne, des membres du Mouvement de l'Éveil<sup>7</sup>, des fonctionnaires, des parlementaires, des dirigeants tribaux et religieux, des candidats aux élections législatives, ainsi que des personnes qui l'avaient ouvertement critiqué ou qu'il considérait comme lui étant hostiles. Ces atteintes n'étaient pas fondées sur une appartenance religieuse ou ethnique supposée, mais visaient les Iraquiens, généralement des sunnites, considérés comme liés au pouvoir, ou qui refusaient de prêter allégeance à l'EIIL.

<sup>7</sup> Les Conseils de l'Éveil (Sahwa) se composent de cheiks tribaux qui se sont ralliés à l'armée des États-Unis d'Amérique dans la lutte contre al-Qaida en Iraq à partir de 2006.

30. Les membres de la mission ont interrogé des hommes et des femmes des tribus Joubour, Albou Hishma et Albou Nimr qui avaient fui les provinces de Diyala, de Salah ad-Din et d'Anbar où ils vivaient. Il ressort de ces entretiens que les combattants de l'EIIL se seraient servis de listes de cibles pour faire des perquisitions et procéder à des fouilles aux postes de contrôle. De nombreux hommes auraient ainsi disparu après avoir été arrêtés par l'EIIL chez eux, sur leur lieu de travail ou à des postes de contrôle. Plusieurs proches qui ont été témoins de ces arrestations ont déclaré que l'EIIL obligeait les victimes à « se repentir »<sup>8</sup>.

31. La mission a reçu des informations sur plusieurs massacres à caractère politique. Au moins 602 membres de la tribu Albou Nimr auraient été tués au cours de six massacres commis entre septembre 2014 et janvier 2015 dans la province d'Anbar. Des témoins ont rapporté que, le 28 octobre 2014, 48 personnes, dont sept enfants âgés de 13 à 18 ans, avaient été exécutées sommairement à Hit (province d'Anbar) et que, le 29 octobre, 213 membres de tribus auraient été exécutés sommairement à Al-Furat. Un policier de Mossoul qui était parvenu à s'enfuir a raconté que, le 10 juin, ses deux frères avaient été arrêtés et abattus à un poste de contrôle de l'EIIL dans le quartier d'al-Karama à Mossoul. Un ancien policier a quant à lui raconté qu'à la mi-juin 2014, à Tikrit, des combattants de l'EIIL lui avaient demandé sa carte de police et que, quand il la leur avait montrée, l'un deux avait pris un couteau et avait égorgé son père, son fils de cinq ans et sa fille de cinq mois. Il les avait suppliés de le tuer à leur place, mais ils lui avaient répondu : « nous voulons te faire souffrir, nous voulons que tu sentes ton cœur brûler ».

32. Après s'être entretenue avec des rescapés, la Mission d'assistance des Nations Unies en Iraq a rapporté que quelque 1 500 à 1 700 soldats iraqiens de la base militaire de Speicher, dans la province de Salah ad-Din, avaient été sommairement exécutés par l'EIIL le 12 juin 2014, après qu'ils auraient été capturés ou se seraient rendus. Les membres de la mission ont interrogé des gens qui s'étaient rendus à la base militaire de Speicher après le massacre et qui avaient vu les rues jonchées de cadavres aux abords de la base militaire et dans certains quartiers de Tikrit. Les résultats de l'enquête menée par les autorités iraqiennes n'ont pas encore été rendus publics.

33. La mission a reçu de nombreux témoignages indiquant que l'EIIL aurait pillé, incendié et détruit des maisons. Comme l'a confié une habitante de Yathrib, dans la province de Salah ad-Din : « En août, après la chute de Yathrib, des combattants de l'EIIL m'ont fait sortir de force de ma maison avec mes enfants et m'ont obligée à les regarder la démolir. Ce sont des années de ma vie qui ont été réduites à néant. Nous, les Arabes sunnites, n'avons nulle part où aller, nous sommes attaqués de toutes parts. ». Nombre d'autres victimes qui ont fui la violence de l'EIIL ont fait des récits similaires.

34. Les rescapés du massacre commis le 10 juin 2014 à la prison de Badush ont systématiquement indiqué que l'on avait demandé à certains prisonniers sunnites s'ils faisaient partie de l'armée iraqienne ou des Conseils de l'Éveil. Certains prisonniers sunnites qui étaient signalés comme défendant leurs compagnons de cellule ou considérés comme des « renégats » auraient reçu l'ordre de se mettre en ligne aux côtés des prisonniers chiïtes et d'autres prisonniers, puis avaient été exécutés sommairement.

### 3. Violence sexuelle et sexiste

35. La mission a recueilli des déclarations de témoins qui ont été corroborées et qui montrent que les femmes yézidiennes ont fait l'objet d'actes systématiques de violence

<sup>8</sup> D'après les informations disponibles, les « repentants » auraient trois possibilités : « se repentir » dans une mosquée en présence d'un « émir » désigné par l'EIIL, acquitter la somme de 1 million de dinars iraqiens (soit 850 dollars des États-Unis) ou être exécutés.

sexuelle et sexiste. Lorsqu'ils attaquaient un village yézidi, les membres de l'EIIL auraient massacré systématiquement les hommes et les garçons âgés de 14 ans. Les femmes et les enfants faisaient l'objet d'autres atteintes. Il ressort de différents récits que l'EIIL considérait les femmes et les enfants faits prisonniers comme des butins de guerre qui leur appartenaient. De nombreux entretiens avec des femmes et des filles yézidiennes prisonnières qui étaient parvenues à s'enfuir entre novembre 2014 et janvier 2015 ont permis d'avoir des informations fiables sur les meurtres, l'esclavage systématique et généralisé des femmes qui étaient vendues, violées et transformées en esclaves sexuelles, le transfert forcé de femmes et d'enfants et les traitements inhumains et dégradants. Nombre des femmes interrogées ont été capables de dire d'où étaient originaires leurs geôliers, qui venaient de nombreux pays.

36. Une fois les hommes, les femmes et les jeunes enfants systématiquement séparés, les femmes yézidiennes étaient en outre réparties en trois groupes : les femmes mariées qui avaient des enfants, les femmes mariées sans enfant et les femmes célibataires et les filles. Ces trois groupes étaient ensuite emmenés dans des lieux distincts sur le territoire contrôlé par l'EIIL. Certaines victimes ont été déplacées dans plus de 10 lieux différents en quatre mois. Ces déplacements à répétition avaient apparemment pour objet de renforcer l'emprise de l'EIIL sur ses victimes en faisant naître en elles des sentiments de peur, d'insécurité et de désorientation.

37. Les filles et les femmes célibataires qui sont parvenues à s'enfuir ont invariablement raconté qu'elles avaient été violées et transformées en esclaves sexuelles. Les membres de l'EIIL leur attribuaient un numéro ou inscrivaient leur nom sur des listes et les examinaient afin d'évaluer leur beauté. Certaines étaient ensuite offertes en « cadeau », tandis que d'autres étaient vendues à des combattants de l'EIIL irakiens ou étrangers. Certaines assistaient aux négociations entre les « vendeurs » et les « acheteurs ». Un « émir »<sup>9</sup> ordonnait à des combattants de l'EIIL d'examiner les filles pour choisir celles qui seraient « mariées ». Celles-ci étaient ensuite préparées en vue du « mariage » (c'est-à-dire le viol), ce qui impliquait dans certains cas des fouilles corporelles intégrales. Les enquêteurs de la mission ont rencontré des fillettes qui n'avaient que 11 ans<sup>10</sup>. Une femme âgée de 30 ans a raconté comment les fillettes étaient préparées en vue d'être vendues dans une maison de Mossoul. On leur ordonnait de se tenir debout et de retirer leur voile pour qu'elles puissent être examinées, puis on les forçait à sourire pendant que des combattants de l'EIIL les prenaient en photo.

38. Une victime a assisté à des traitements cruels et inhumains du même ordre après avoir été emmenée à Adnaani, à 15 minutes en voiture de Baaj, dans la province de Ninive. Elle a rapporté qu'un « émir » avait écrit les noms de 14 filles sur des petits bouts de papier et qu'il avait ensuite appelé deux combattants de l'EIIL et leur avait fait piocher à chacun un bout de papier. L'« émir » avait ensuite demandé aux combattants de l'EIIL d'appeler la fille dont le nom figurait sur leur bout de papier. Les deux filles appelées, qui avaient respectivement 15 et 18 ans, ont été emmenées de force dans une autre pièce par les deux combattants. L'« émir » et un prétendu « imam » qui se trouvait dans la pièce ont ri lorsqu'ils ont entendu les deux filles crier. Au bout d'une vingtaine de minutes, celles-ci ont été ramenées dans la pièce. Le témoin a indiqué qu'elles étaient en état de choc et qu'il y avait du sang sur leur pantalon, et que toutes deux lui ont confirmé qu'elles avaient été « mariées » (violées).

<sup>9</sup> Les « émirs », commandants de branches locales de l'EIIL, rendent compte à des « cheiks » dans la hiérarchie de l'EIIL.

<sup>10</sup> Le schéma décrit par de nombreux témoins est corroboré par une brochure de l'EIIL sur les femmes réduites en esclavage, publiée en octobre-novembre 2014 sous le titre « Questions et réponses sur la façon de faire des prisonnières et de les réduire en esclavage », qui précise les règles de l'EIIL régissant le traitement des « esclaves » non musulmanes, notamment les fillettes.

39. Une femme de 19 ans mariée et enceinte a expliqué qu'elle avait été violée à maintes reprises par un « docteur » de l'EIIL pendant deux mois et demi, dans le district d'Haouija, dans la province de Kirkouk<sup>11</sup>. Il y avait des traces de lacérations sur sa poitrine, ce qui portait à croire qu'elle avait été torturée. Selon cette femme, le « docteur » s'était assis sur son ventre pour tuer son enfant à naître et avait déclaré : « ce bébé doit mourir parce que c'est un infidèle. Moi, je peux te faire un bébé musulman »<sup>12</sup>.

40. La mission a recueilli des récits crédibles concernant des viols de petites filles, dont une était âgée de 9 ans et une autre de 6 ans. La première a été violée trois jours durant par un combattant de l'EIIL à Tel Qaseb, dans la province de Ninive. Un témoin a indiqué qu'elle avait distinctement entendu la fillette se faire agresser et l'appeler à l'aide. La fillette lui avait confié qu'on lui avait bandé les yeux et qu'on l'avait menottée, rouée de coups et violée à plusieurs reprises. Finalement, son « propriétaire » l'avait vendue à un autre combattant de l'EIIL venu de République arabe syrienne. Une fillette de 6 ans avait été violée par un autre combattant de l'EIIL dans la même maison. Un témoin avait entendu l'enfant crier. Elle aurait été vendue à un combattant de l'EIIL en République arabe syrienne.

41. Des témoins ont rapporté qu'un médecin avait pratiqué des avortements sur deux femmes dans une école de Baaj, dans la province de Ninive. Celles-ci étaient respectivement enceintes de deux et trois mois. Avant l'avortement, un témoin aurait entendu un combattant de l'EIIL déclarer : « Nous ne voulons pas voir naître d'autres yézidis ». Les deux femmes avaient subi une injection et on leur avait fait prendre des comprimés. Une semaine après leur avortement, elles avaient été vendues.

42. Des femmes qui sont parvenues à échapper à l'EIIL ont raconté qu'elles avaient été déplacées de nombreuses fois dans différentes régions d'Iraq, notamment à Adnaani, Al-Nufus, Baaj, Fallouja, Gayara, Haouija, Khaini, Kirkouk, Kocho, Mossoul<sup>13</sup>, Ouardiya, Rambosi, Sheba, Solagh, Tel Banat, Tel Qaseb et Tal Afar<sup>14</sup>. D'autres femmes et enfants ont été transférés à Al-Shadadiyah, Deir el-Zor, Ghazna, Hassaké, Manbej, Raqqa et Tell Abiad en République arabe syrienne.

43. De nombreuses rescapées de la violence sexuelle ont perdu des proches qui ont été tués par l'EIIL. Certaines les ont vus se faire tuer et sont traumatisées. Le nombre de suicides et de tentatives de suicide a considérablement augmenté chez ces femmes et ces filles. Nombre des rescapées qui ont été interrogées présentaient des signes évidents de traumatisme et de dépression. Les enquêteurs de la mission se sont aussi entretenus avec des hommes qui étaient désespérés et se sentaient impuissants après qu'on leur avait enlevé leur femme et leurs enfants. L'un d'eux a dit qu'en lui prenant sa femme et ses enfants, l'EIIL lui avait infligé le pire cauchemar qu'un homme puisse avoir à endurer.

#### 4. Recrutement et utilisation d'enfants

44. Compte tenu des informations données par des victimes et des témoins, on peut raisonnablement conclure que l'EIIL a utilisé, recruté ou enrôlé des enfants âgés de 8 à

<sup>11</sup> Le schéma décrit par de nombreux témoins est corroboré par une brochure de l'EIIL sur les femmes réduites en esclavage, publiée en octobre-novembre 2014 sous le titre « Questions et réponses sur la façon de faire des prisonnières et de les réduire en esclavage », qui précise les règles de l'EIIL régissant le traitement des « esclaves » non musulmanes, notamment les fillettes.

<sup>12</sup> Un autre témoin a indiqué aux enquêteurs de la mission que ce même « docteur » avait violé des filles qui n'étaient âgées que de 11 et 16 ans.

<sup>13</sup> Dans les environs de Mossoul, on citera notamment la prison de Badush, le village de Hay Tiraan, « l'immeuble Galaxy » et plusieurs maisons de particuliers.

<sup>14</sup> Dans la province de Tal Afar, on citera plusieurs anciens villages chiites, tels que Ghizel Khoun et Qasr Mihrab.

18 ans pour les faire participer au conflit armé, contrairement au droit international des droits de l'homme<sup>15</sup>, au droit pénal international<sup>16</sup> et au droit international humanitaire coutumier.

45. Les enquêteurs de la mission ont interrogé des enfants yézidis qui s'étaient évadés alors qu'ils étaient prisonniers de l'EIIL. En août 2014, à la suite de l'enlèvement de milliers de yézidis par des combattants de l'EIIL, des enfants âgés de 8 à 15 ans avaient été séparés de leurs mères et transférés vers différents lieux en Iraq et en République arabe syrienne, notamment une école située à Tal Afar et une autre, à la périphérie de Raqqa (République arabe syrienne). Les enfants ont raconté qu'ils avaient reçu une formation religieuse et militaire après avoir été convertis de force. Dans le cadre de cette formation, d'une durée de treize jours à trois semaines, ils apprenaient notamment à charger et décharger une arme à feu, à tirer à balles réelles et à lancer des roquettes de petite taille ou de taille moyenne. Les garçons ont indiqué qu'ils avaient été forcés à regarder des vidéos de décapitation à maintes reprises. S'ils refusaient, ils étaient roués de coups. On aurait dit à un enfant : « nous t'initions au djihad. Tu dois être fort, parce que tu feras ce que tu apprends ici quand tu iras faire le djihad au nom de l'État islamique ; tu es un enfant de l'État islamique maintenant ».

46. De nombreux autres faits rapportés par des sources fiables doivent faire l'objet d'une enquête plus poussée. Par exemple, selon des résidents de Falloujah (province d'Al-Anbar) et de Mossoul (province de Ninive), des enfants en fin d'adolescence sont affectés à des postes de contrôle par l'EIIL. Selon d'autres allégations, des enfants d'à peine 12 ou 13 ans suivent une formation militaire au sein de l'EIIL à Mossoul. Dans les zones qu'il contrôle en Iraq et en République arabe syrienne, l'EIIL aurait mis en place des centres de formation militaire et religieuse destinés à endoctriner les enfants en vue de créer une nouvelle génération de combattants. L'un de ces camps, situé près de Mossoul, est présenté dans une vidéo de l'EIIL, dans laquelle les enfants sont qualifiés de « lionceaux du califat ». On y voit des enfants qui font de l'exercice ou qui récitent le Coran, pendant qu'un instructeur explique qu'ils sont entraînés pour combattre les « chiites pleins de haine ». On ne sait pas bien combien d'enfants ont reçu une telle formation et combien participent activement aux hostilités.

## 5. Utilisation d'armes interdites

47. Il a été fait état d'allégations d'utilisation de gaz de chlore par des membres de l'EIIL. L'utilisation de ce gaz comme arme chimique est interdite en toutes circonstances. Un agent chimique, probablement le chlore, aurait été utilisé le 22 septembre 2014, lors d'une attaque menée à Al-Anbar par l'EIIL, au cours de laquelle 300 soldats irakiens ont été tués. Selon des responsables de Balad et de Dulu'iya (province de Salah ad-Din), l'EIIL aurait utilisé des bombes contenant des cylindres de chlore lors des affrontements qui avaient eu lieu à la fin de septembre 2014. Ces allégations doivent faire l'objet d'une enquête plus approfondie.

<sup>15</sup> Le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés dispose que les groupes armés non étatiques ne doivent « en aucune circonstance » enrôler ni utiliser dans les hostilités des enfants âgés de moins de 18 ans.

<sup>16</sup> L'article 8 (par. 2 e) vii) du Statut de Rome de la Cour pénale internationale dispose que le fait de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans les forces armées ou dans des groupes armés ou de les faire participer activement à des hostilités constitue un crime de guerre.

## 6. Autres atteintes aux droits de l'homme commises dans les zones contrôlées par l'EIIL

48. La mission a obtenu des informations concernant d'autres atteintes graves aux droits de l'homme commises par l'EIIL dans des zones que celui-ci contrôle de facto, notamment des procès inéquitables, des cas de torture et de traitements cruels et inhumains, et des exécutions extrajudiciaires.

49. Les tribunaux de la charia créés par l'EIIL à Mossoul condamneraient des personnes à des traitements aussi cruels, inhumains et dégradants que la lapidation et l'amputation. Deux hommes accusés d'homosexualité ont été condamnés par un tel « tribunal » et précipités du haut d'un bâtiment élevé. Quatre médecins auraient été exécutés après avoir refusé de soigner des combattants de l'EIIL. Treize adolescents ont été condamnés à mort pour avoir regardé un match de football. En janvier 2015, un document attribué à l'EIIL montrait la « crucifixion » de deux hommes accusés de banditisme. D'autres documents également attribués à l'EIIL indiquaient qu'un soldat de l'État islamique accusé de vol avait été amputé d'une main à Al-Qaim (province d'Al-Anbar). Faute d'accès aux zones contrôlées par l'EIIL et en raison de la rupture complète des télécommunications à Mossoul, la mission n'a pas pu enquêter sur ces cas.

## B. Violations commises par d'autres parties au conflit

50. La mission a rassemblé, auprès de multiples sources fiables, des informations mettant en lumière des violations du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme qui auraient été commises par les forces de sécurité iraqiennes et des groupes armés associés dans le cadre de leur lutte antiterroriste contre l'EIIL. On peut raisonnablement conclure que ces forces ont, souvent en toute impunité, commis des exécutions extrajudiciaires et des actes de torture, procédé à des enlèvements et déplacé de force un grand nombre de personnes.

51. Depuis la chute de Mossoul, différents groupes armés ont été pleinement intégrés dans les opérations menées par le Gouvernement contre l'EIIL, et la démarcation entre forces progouvernementales régulières et irrégulières, et en particulier entre volontaires du Mouvement de mobilisation populaire et milices, est de plus en plus floue. Par conséquent, la mission n'a pas pu toujours déterminer clairement quel groupe était directement impliqué dans les faits rapportés ni identifier la chaîne de commandement. Un certain nombre de victimes interrogées par les enquêteurs de la mission ont souligné que les milices commandaient de fait les forces régulières. Ces allégations n'ont pas pu être vérifiées de manière indépendante. De plus amples renseignements sont nécessaires pour établir le lien entre certaines milices et le Gouvernement. Néanmoins, celui-ci a l'obligation de prendre les mesures voulues pour protéger les personnes relevant de sa juridiction.

### 1. Exécutions extrajudiciaires, enlèvements et torture

52. Entre juin et août 2014, une série d'attaques a été lancée dans la province de Diyala, dans le cadre d'une campagne de représailles menée par des milices, parfois de concert avec les forces de sécurité iraqiennes, contre des membres de la communauté sunnite. Beaucoup de victimes et de témoins ont décrit un certain nombre d'actes qui, selon eux, visaient spécifiquement les sunnites, dans les villages de Baquba, d'Imam Weis et de Sinsil. À la mi-juin, des forces armées en déroute auraient mis le feu à une base militaire à Sinsil, dans laquelle 53 sunnites étaient détenus. Les corps ont été découverts par des témoins : certains étaient tellement carbonisés qu'ils étaient méconnaissables, tandis que d'autres

étaient partiellement brûlés et présentaient des blessures par balle, de graves ecchymoses et des fractures<sup>17</sup>.

53. Le 16 juin, au moins 43 prisonniers du poste de police d'Al-Wahda, à Baquba, auraient été exécutés sommairement d'une balle dans la tête. Certaines victimes présentaient des fractures, ce qui semblait indiquer qu'elles avaient été torturées<sup>18</sup>.

54. Le 22 août, des miliciens et des agents de la police iraquienne auraient lancé deux attaques consécutives contre la mosquée Musab Ibn Umair, dans le village d'Imam Weis, tuant 34 civils, dont une femme et un garçon de 17 ans qui assistaient à la prière du vendredi. Une enquête a été ouverte, dont les résultats n'ont pas encore été rendus publics.

55. La mission a reçu de multiples allégations indiquant que des miliciens et des membres des forces de sécurité iraqiennes avaient exécuté au moins 70 civils sunnites à différents endroits de Barwana (province de Diyala), le 26 janvier 2015. Les corps auraient été déplacés vers un lieu inconnu et les familles des victimes ne pouvaient pas les retrouver. D'autres civils arrêtés le même jour n'auraient pas encore été retrouvés. Le Gouvernement a fait état de l'ouverture d'une enquête.

56. Des attaques imputées à des milices affiliées aux forces de sécurité iraqiennes auraient été menées à Bagdad, Baquba, Kirkouk, Mossoul, Samarra et Tal Afar, aux dires de certains à titre de vengeance après des attaques perpétrées par l'EIL. La mission n'ayant pas pu vérifier ces allégations de manière indépendante, une enquête plus approfondie est nécessaire.

57. De nombreux témoins ont fait état d'arrestations illégales et de prises d'otages dans le cadre des attaques visant des villages sunnites dans les provinces de Salah ad-Din et de Diyala. Ces actes auraient été commis à Al-Hatimiya, Baquba, Dujail, Tuz Khormato et Yathrib. Certaines familles ont affirmé avoir obtenu la libération de leurs proches contre rançon.

58. En août et septembre 2014, lors de l'opération contre l'EIL menée à Yathrib (province de Salah ad-Din) par les forces de sécurité iraqiennes et les milices qui leur sont affiliées, les hommes sunnites de la région auraient été systématiquement arrêtés dans le village de Jami'iya et aux postes de contrôle d'Al-Hatimiya et de Dujail. Les victimes ont livré des récits concordants indiquant qu'elles avaient reçu l'ordre de remettre leurs téléphones mobiles, leurs objets de valeur et leurs pièces d'identité. On leur a bandé les yeux et passé les menottes puis on les a conduites à la base aérienne d'Al-Bakr (Balad), dans la province de Salah ad-Din, où elles ont été torturées ou maltraitées pendant plusieurs jours, tout en étant interrogées sur les forces de l'EIL et leurs positions dans la région.

59. Dans la nuit du 8 au 9 août 2014, une milice postée au Club sportif de la jeunesse de la ville de Tuz Khormato (province de Salah ad-Din) a enlevé au moins sept sunnites à leur domicile. L'un d'eux a été violemment battu, torturé puis tué<sup>19</sup>, tandis que le sort des autres reste inconnu. La mission a reçu de nombreuses informations indiquant que des milices administraient des lieux de détention dans la base aérienne d'Al-Bakr (Salah ad-Din), où la torture serait une pratique courante. Le 25 octobre 2014, par exemple, deux sunnites ont été conduits du poste de contrôle Brigade 17 de Dujail jusqu'à la base aérienne d'Al-Bakr. Menottés et les yeux bandés, ils ont été torturés (passage à tabac, coups de pied et décharges électriques) pendant cinq jours. Jusqu'à 40 hommes auraient partagé leur cellule

<sup>17</sup> Selon certaines informations, plusieurs milices se trouvaient à Sinsil, après la chute de Mossoul, le 10 juin 2014.

<sup>18</sup> Les informations disponibles portent à croire que ce massacre a été perpétré par des miliciens et des agents de la police iraquienne.

<sup>19</sup> La scène est filmée dans une vidéo publiée sur YouTube et fournie à la mission par la famille de la victime.

et subi le même sort. L'un des ravisseurs les aurait quotidiennement sommés de se convertir à l'islam chiite. Le 11 décembre, un homme sunnite a été enlevé au poste de contrôle d'Al-Hatimiya par des combattants<sup>20</sup> et conduit à la base aérienne d'Al-Bakr, où il a été détenu et torturé pendant quatre jours. Il a été libéré contre une rançon de 6 000 dollars des États-Unis d'Amérique, versée par sa famille.

60. La mission a recueilli auprès d'un certain nombre de victimes et de témoins des informations sur une attaque lancée le 25 janvier 2015 contre les Arabes sunnites des villages d'Al-Sibaya et d'Al-Jeri, au nord de Sinjar. Compte tenu des éléments de preuve rassemblés, on pourrait raisonnablement conclure que cette attaque a été perpétrée par un groupe armé yézidi. Vingt-deux personnes auraient été tuées par balle, dont des femmes, des enfants et des personnes âgées, et plusieurs autres avaient été blessées. Les corps d'au moins six personnes abattues par balle avaient été brûlés dans leur maison. Plusieurs maisons auraient été incendiées, des biens auraient été pillés et les villageois auraient reçu l'ordre de remettre leurs objets de valeur. Selon des témoins, 17 personnes ont été enlevées, et on ignore toujours où elles se trouvent. Les habitants des deux villages ont été déplacés.

61. La mission n'a pas pu mener d'enquêtes approfondies sur ces allégations, qui doivent faire l'objet d'un examen plus poussé.

## 2. Déplacements forcés et fait d'empêcher l'accès à des zones sûres

62. Selon de nombreux récits, des milices ont mené des opérations contre les sunnites à Salah ad-Din et à Diyala, ce qui a donné lieu à des déplacements forcés. Des témoins ont indiqué que, pendant une opération menée en septembre 2014 à Al-Jami'iya (Salah ad-Din), des miliciens avaient forcé des civils sunnites à quitter leur maison sous la menace des armes et les avaient battus en criant « vous êtes tous membres de l'EIIL, vous êtes contre l'islam ». Une victime a raconté que des miliciens s'étaient introduits chez elle, avaient brisé ses meubles et lui avaient volé une forte somme d'argent et beaucoup d'or. On lui avait dit de partir et de ne jamais revenir. Sa maison et sa voiture avaient été incendiées. La mission a reçu des informations similaires faisant état de maisons détruites et brûlées dans des villages de Yathrib (province de Salah ad-Din). Des victimes ont dit à la mission que des milices avaient empêché les sunnites de retourner dans leurs villages.

63. La mission a également interrogé des victimes originaires de dizaines de villages sunnites à Amerli et Suleiman Bek (province de Salah ad-Din), qui ont fait état de cas similaires de pillage et de destruction systématiques après que le siège d'Amerli a été brisé. Un témoin a dit : « nous avions de grands espoirs lorsque cette zone a été libérée du joug de l'EIIL par l'armée iraquienne et les "volontaires". Mais une fois qu'ils ont pris le contrôle, les "volontaires" ont pillé, brûlé et fait exploser des maisons, en affirmant que tous les villageois faisaient partie de l'EIIL. Ce n'est pas vrai ; nous sommes juste de pauvres gens ordinaires ».

64. Bien qu'il soit nécessaire de recueillir de plus amples informations sur le lien existant entre ces milices et le Gouvernement, les cas signalés indiquent, pour le moins, que le Gouvernement n'a pas protégé les personnes relevant de sa juridiction.

65. Compte tenu des entretiens menés avec des victimes et des témoins, on peut raisonnablement conclure que les Iraquiens ont été privés de leurs droits fondamentaux à la sûreté et à la sécurité. En novembre 2014, des membres de la communauté sunnite qui quittaient des villages tombés aux mains de l'EIIL à Yathrib (province de Salah ad-Din), auraient été bloqués pendant plusieurs jours au poste de contrôle de Makthab Khalid, dans la province de Kirkouk. Ce poste de contrôle, tenu par des forces relevant du Gouvernement de la Région du Kurdistan, était le principal point d'entrée pour ceux qui

<sup>20</sup> Les combattants ont déclaré appartenir à la milice Jamaat al-Ataba.

cherchaient à se mettre à l'abri dans la ville de Kirkouk ou dans la province de Suleimaniyah. Certaines personnes interrogées avaient attendu quinze jours au poste de contrôle, dormant dans les rues par un temps glacial. De nombreux témoins avaient vu des enfants mourir de froid alors que leur famille attendaient d'être autorisée à passer.

66. Beaucoup d'autres faits signalés par des sources fiables n'ont pas pu être vérifiés par la mission et doivent faire l'objet d'une enquête plus poussée. Par exemple, la mission a appris que des Turkmènes chiites qui fuyaient le conflit à Tal Afar avaient été bloqués à des postes de contrôle tenus par des forces armées relevant du Gouvernement de la Région du Kurdistan.

### 3. Attaques aveugles

67. La mission a reçu un certain nombre d'informations faisant état d'attaques aveugles contre des civils. Si elle n'a pas pu déterminer quelle était la véritable cible de ces attaques, elle a établi que celles-ci avaient souvent fait des morts et des blessés parmi les civils, ce qui pourrait indiquer qu'il n'y a pas eu de mesures de précaution visant à protéger ceux-ci.

68. Ainsi, le 29 novembre 2014, à Zour (province de Salah ad-Din), deux roquettes tirées depuis un hélicoptère ont touché un véhicule, tuant une personne et en blessant sept. Le même jour et dans la même zone, des tirs provenant d'un autre hélicoptère iraquien ont touché une maison, tuant au moins 17 personnes, dont cinq enfants.

69. De nombreux autres faits rapportés par des sources fiables n'ont pas pu être vérifiés par la mission et doivent faire l'objet d'une enquête plus poussée. Par exemple, l'utilisation de barils d'explosifs par les forces de sécurité iraqiennes a été très largement mentionnée. L'utilisation de cette arme à faible précision dans des zones résidentielles serait probablement constitutive d'attaques aveugles.

### C. Charniers

70. Lorsque les forces de l'État ont repris certaines des zones contrôlées par l'EIIL, des charniers ont été découverts. Le Comité du Gouvernement de la région du Kurdistan chargés des charniers a informé la mission de la mise au jour de sept charniers à Hardan, Khanasor, Sinone et Zoummar. Quatre autres charniers ont également été trouvés à Khanakin (province de Diyala), et 12 de plus seraient situés dans des zones qui sont encore sous le contrôle de l'EIIL.

71. Bien que certaines mesures aient été mises en place pour protéger les charniers et empêcher les tentatives d'exhumation des corps, il reste beaucoup à faire pour veiller à ce que l'identité des morts et la cause de leur décès puissent être déterminés.

## III. Responsabilité juridique

### A. Responsabilité juridique des États

72. Les renseignements recueillis par la mission portent fortement à croire que des crimes internationaux auraient été commis et continueraient d'être commis en Iraq par l'EIIL. La responsabilité juridique de lutter contre ces crimes incombe au premier chef à l'État iraquien, qui a l'obligation de protéger les personnes relevant de sa juridiction et de garantir le respect du principe de responsabilité.

73. Tous les États sont tenus de déterminer la manière de s'acquitter de leurs obligations pour garantir le respect du droit international humanitaire, en particulier dans le cadre de

leur obligation d'enquêter sur les allégations de crimes de guerre et de génocide et de poursuivre ces actes. Le Gouvernement iraquien a le devoir d'enquêter sur toutes les allégations relatives à l'EIIL, aux forces de sécurité iraquiennes et aux groupes armés qui leur sont affiliés, ainsi qu'à d'autres milices armées, et de poursuivre les auteurs des actes en question, y compris les chefs militaires et tout autre supérieur hiérarchique.

74. Les renseignements recueillis par la mission portent à croire que certaines milices pourraient jouir de la maîtrise de facto de forces régulières. Si tel est le cas, il incombe au Gouvernement de veiller à ce que toutes les forces, tous les groupes et toutes les unités armés et organisés soient placés sous un commandement responsable de la conduite de ses subordonnés.

75. À la lumière des violations et atteintes commises en Iraq par les parties au conflit armé, les États qui appuient les diverses parties doivent déterminer si cet appui est compatible avec les obligations qui leur incombent en vertu du droit international.

## **B. Responsabilité pénale individuelle**

76. Les crimes ci-après pourraient avoir été commis.

- Génocide, par meurtre, atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale et transfert forcé d'enfants, dans le cadre d'une série manifeste de comportements analogues visant à la destruction d'un groupe particulier. Les informations recueillies portent fortement à croire que l'EIIL pourrait avoir commis ces crimes contre la population yézidie.
- Crimes contre l'humanité, tels que le meurtre, la réduction en esclavage, l'expulsion ou le transfert forcé de population, l'emprisonnement ou d'autres formes de privation grave de liberté physique, la torture, le viol, l'esclavage sexuel, les violences sexuelles et la persécution, faisant partie d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre la population civile en application ou dans la poursuite de la politique d'une organisation ayant pour but une telle attaque. Les renseignements fournis portent fortement à croire que l'EIIL aurait commis certains de ces crimes contre les communautés chrétienne, chiite et yézidie.
- Crimes de guerre, tels que le meurtre, les mutilations, les traitements cruels et la torture, les atteintes à la dignité de la personne, les condamnations prononcées et les exécutions perpétrées sans un jugement préalable rendu par un tribunal régulièrement constitué, les attaques contre la population civile, les attaques contre des bâtiments consacrés à la religion ou contre des monuments historiques, le pillage d'une ville ou d'une localité, le viol, l'esclavage sexuel et toute autre forme de violence sexuelle, la conscription ou l'enrôlement d'enfants ou le fait de les utiliser pour participer activement à des hostilités, le fait d'ordonner de déplacer de la population civile, la destruction ou la saisie des biens d'un adversaire. Les informations recueillies indiquent que l'EIIL aurait commis ces crimes.
- Les informations recueillies démontrent également que les forces de sécurité iraquiennes et les milices qui leur sont affiliées ont peut-être commis certains crimes de guerre.

## **IV. Conclusions et recommandations**

77. **Le Haut-Commissaire est impressionné par le grand nombre de victimes et de témoins crédibles qui, malgré de graves traumatismes, et parfois en prenant des risques considérables pour la sûreté et la sécurité de leur personne, ont dénoncé avec**

courage les violations et atteintes perpétrées afin que celles-ci soient documentées et que les auteurs de ces actes soient traduits en justice. Il rend hommage à leur courage.

78. Sous réserve d'un jugement rendu par un tribunal indépendant et compétent, la mission conclut que :

- Les membres de l'EIIL ont peut-être perpétré un génocide contre la communauté yézidie, constitué de meurtres, d'atteintes graves à l'intégrité physique ou mentale et de transferts forcés de membres du groupe, y compris des enfants, dans le cadre d'une série manifeste de comportements analogues visant à la destruction de ce groupe ;
- Les membres de l'EIIL ont peut-être commis des crimes contre l'humanité, constitués de meurtres, de réduction en esclavage, d'expulsion ou de transfert forcé de population, d'emprisonnement ou d'autres formes de privation grave de liberté physique, de torture, de viol, d'esclavage sexuel, de violences sexuelles et de persécution, ces actes étant commis dans le cadre d'attaques généralisées et systématiques contre la population civile en application ou dans la poursuite de la politique d'une organisation ayant pour but une telle attaque ;
- Les membres de l'EIIL ont peut-être commis des crimes de guerre, constitués de meurtres, de mutilations, de traitements cruels et de torture, d'atteintes à la dignité de la personne, de condamnations prononcées et d'exécutions perpétrées sans un jugement préalable rendu par un tribunal régulièrement constitué, d'attaques contre la population civile, d'attaques contre des bâtiments consacrés à la religion ou contre des monuments historiques, de pillage d'une ville ou d'une localité, de viol, d'esclavage sexuel et toute autre forme de violence sexuelle, de conscription ou d'enrôlement d'enfants ou de leur utilisation pour participer activement à des hostilités, d'ordres de déplacer la population civile, de destruction ou de saisie des biens d'un adversaire ;
- L'EIIL commet des atteintes graves aux droits de l'homme dans les zones qui sont sous son contrôle de facto, notamment des actes de torture, des traitements cruels et inhumains et des exécutions extrajudiciaires ;
- Bien que davantage d'informations soient nécessaires sur les liens existant entre la milice et le Gouvernement, certains faits mentionnés dans le rapport indiquent à tout le moins que le Gouvernement n'a pas exercé la diligence voulue en ce qui concerne son obligation de protéger les personnes relevant de sa juridiction. Des membres des forces de sécurité irakiennes et des groupes armés qui leur sont affiliés ont peut-être commis des crimes de guerre, constitués de meurtres, de traitements cruels et de torture, de prise d'otages, d'attaques contre la population civile, de pillage d'une ville ou d'une localité, de déplacement de la population civile ou de destruction ou saisie des biens d'un adversaire.

79. Afin de veiller à ce que justice soit rendue à toutes les victimes de violations du droit international humanitaire et de violations des droits de l'homme et atteintes à ces droits en Iraq, et à la lumière de la poursuite du conflit armé, le Haut-Commissaire recommande :

**Au Gouvernement iraquien :**

- De veiller à ce que toutes les allégations de crimes fassent l'objet d'enquêtes conformément aux normes internationales des droits de l'homme, et que les auteurs de ces actes soient traduits en justice ;

- De prendre les mesures nécessaires pour que l'Iraq devienne partie au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et de veiller à ce que les crimes internationaux définis dans le Statut de Rome soient incriminés en droit interne ; dans l'intervalle, d'accepter la compétence de la Cour pour connaître de la situation actuelle, en application du paragraphe 3 de l'article 12 du Statut de Rome ;
- De veiller à ce que les conclusions de toutes les enquêtes ouvertes par le Gouvernement sur les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme soient rendues publiques et donnent aux victimes accès à des recours efficaces ;
- De s'engager dans un dialogue politique fondé sur les droits, constructif et ouvert à tous pour mettre fin à la crise actuelle, et de favoriser un processus de réconciliation nationale qui représente les intérêts et les griefs légitimes de tous les Iraquiens ;
- De veiller à ce que tous les Iraquiens actuellement déplacés aient accès aux services essentiels et jouissent des droits fondamentaux, comme l'accès à des soins de santé et à une éducation appropriés, d'établir des procédures d'accès non discriminatoire aux zones sûres, en tenant compte des impératifs humanitaires, et de garantir des solutions durables pour toutes les populations déplacées, en reconnaissant leur droit au retour ainsi que leur droit, en tant que citoyens iraquiens, de résider dans n'importe quelle partie du pays ;
- De veiller à ce que les victimes des crimes internationaux dont il est fait état dans le présent rapport, en particulier les femmes ayant survécu à des violences sexuelles et à l'esclavage sexuel, reçoivent une aide appropriée, y compris un soutien psychosocial et des soins médicaux ;
- D'assurer la protection des charniers et de prendre des mesures pour identifier les corps et pour ouvrir des enquêtes efficaces permettant de déterminer les circonstances de la mort ;
- D'enquêter sur les allégations indiquant que les forces de sécurité iraquiennes et les groupes armés agissant sous leur contrôle n'ont pas protégé des communautés persécutées par l'EIIL ;
- D'inviter les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, en particulier le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels inhumains ou dégradants et le Groupe de travail sur la détention arbitraire, à venir en Iraq pour y observer la situation des droits de l'homme et en rendre compte.

#### Au Conseil des droits de l'homme :

- De veiller à ce que la situation des droits de l'homme en Iraq reste inscrite à l'ordre du jour du Conseil, en continuant de suivre de près la situation en Iraq, afin de garantir que les auteurs de violations du droit international humanitaire et de violations du droit des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits répondent de leurs actes grâce à la mise en place de mécanismes appropriés de suivi et d'enquête ;
- De prier instamment le Conseil de sécurité de rester saisi des informations faisant état de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre et d'y réagir dans les termes les plus vigoureux, et de l'appeler à envisager de porter le cas de l'Iraq devant la Cour pénale internationale.

## Annexe

## Notes verbales

[Anglais/arabe seulement]



Ref/555 /14

The Permanent Mission of Republic of Iraq to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva presents its compliments to the Office of The High Commissioner for Human Rights, and has the honor to enclose herewith the report of Ministry of Human Rights of Iraq concerning the violation and abuses committed by the so called (ISIL) and other affiliated terrorist groups against the Iraqi people in the areas under their control. the report covers these violation and abuses for the period 10 -29 September 2014.

The Permanent Mission of Republic of Iraq avails itself of this opportunity to renew to the Office of The High Commissioner for Human Rights the assurances of its highest consideration.

**Enclosures**

- The report ( 4 pages).



Geneva, 21 October 2014

**High Commissioner for Human Rights**  
**Geneva**



## وزارة حقوق الإنسان MINISTRY OF HUMAN RIGHTS

### جرائم عصابات داعش الإرهابية وانتهاكات حقوق الإنسان في المحافظات الساخنة للفترة من ٩/١٠ ولغاية ٢٩/٩/٢٠١٤

- ١- الجرائم الماسة بالحياة وسلامة البدن ( قتل ، تعذيب ) ..انتهاك للمادة ( ٣ ) من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان
- اعدام ثلاثة مواطنين في احدى القرى قرب مدينة الموصل بتهمة تأمرهم ضد التنظيم .
  - اعدام ضابط شرطة وسبعة من اقاربه في قرية الجماسة الواقعه غرب الموصل بتهمة التجسس لحساب القوات الأمنية العراقية.
  - اعدام (١١) شاباً في منطقة الإصلاح الزراعي في مدينة الموصل ممن تركوا التنظيم والتحقوا بمجلس انقاذ مدينة الموصل.
  - قيام تلك العصابات باستخدام غاز الكلور ضد المواطنين في ناحية الضلوعية مما تسبب باختناق (١٨) من مواطني الناحية ونفوق العشرات من الحيوانات الداجنة .
  - قطع ايادي (٧) مواطنين في ناحية القيارة في محافظة نينوى بدهوى تطبيق الحد الشرعي لجريمة السرقة.
  - اعدام الناشطة الحقوقية ( سميرة صالح الفعيمي ) وسط ميدان في مدينة الموصل بتاريخ ٢٩/٩/٢٠١٤ بعد اختطافها قبل أسبوع والاعتناء عليها جنسياً بعد اتهامها بالردة من قبل تلك العصابات الاجرامية اثر وصفها بتجبير مرافق الأتباء " بالعمل البربري " وقد أبلغت تلك العصابات ذويها بعدم إقامة مراسم عزاء للشهيدة البيطلة .
  - اختطاف (٢٢) مواطناً من قرية اسكي في محافظة نينوى .
  - قصف مدينة الرمادي بقذائف الهاون ويشكل خاص احياء الشركة ، الزوار ، الصوفية مما أدى الى وقوع خسائر بالارواح والممتلكات .



## وزارة حقوق الإنسان MINISTRY OF HUMAN RIGHTS

- اختطاف واحتجاز (٦٢) مواطناً من محافظة نينوى اغلبيهم من النساء بتهمة التعاون مع القوات الأمنية.
- رجم مواطن من محافظة نينوى / ناحية الشمال حتى الموت بتهمة الزنا .
- قيام هذا التنظيم الإرهابي بقتل ( ٣٠٠ ) جندياً باستخدام غاز الكلور في الصقلاوية شمالي الفلوجة .

٢- التهجير والنزوح القسري.... انتهاك للمادة ١٣/١ من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان

- نزوح جماعي للسكان في القرى الواقعة شمال المقدادية نحو ناحية قرة تبة بسبب انتشار مجاميع من عصابات داعش الإرهابية في المنطقة وقيامهم بإنشاء محاكم " شرعية " وإعدام مواطنين بتهمة التجسس لصالح القوات الأمنية .

٣- استهداف الإكثليات ..... انتهاك للمادة ١٨ من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان

دفن العشرات وهم أحياء من أبناء المكون الايزيدي في قرية كوجو التابعة لناحية العذائية في محافظة نينوى .

- احراق مواطن ايزيدي وهو حي في قرن في ناحية القادسية التابعة لمحافظة نينوى .
- اقتحام منزل عائلة مسيحية جنوب غرب بغداد وقتل العائلة المكونة من أربعة افراد .

٤- استهداف الفئات الضعيفة ( المرأة ، الطفل ، ذوي الاحتياجات الخاصة ) انتهاك للمادة ١/ من اعلان القضاء على العنف ضد المرأة وإعلان حقوق الطفل المبدأ الثالثي ١٩٥٩ المادة ٣ من الإعلان الخاص لحقوق المعوقين.

المرأة:

- قيام تنظيم داعش بتشكيل لجنة نسائية من ينتمين للتنظيم مهمتها متابعة النساء في المناطق التي يحرص التنظيم سيطرته عليها ورصد النساء اللواتي يخالفن القواعد الشرعية للتنظيم .



## وزارة حقوق الإنسان

### MINISTRY OF HUMAN RIGHTS

- اختطاف (٣٥) امرأة من قرية بلاوات في محافظة نينوى واقتيادهن الى جمة مجهولة .
- اختطاف (٢٧) امرأة وفتاة من القضية بروانة وضعة وراوة في محافظة الانبار .
- انتحار (٣٢) امرأة وفتاة اليزيدية في قريتي جوك وكسر محراث التابعون لقضاء تلغفر كن قد تم اختطافهن من سنجار .
- اختطاف (٤) نساء من قضاء الحويجة التابع لمحافظة كركوك .

#### الطفل

- إصابة المئات من الأطفال في بلدة بلدروز محافظة نينوى بأسرئض معوية بسبب تلوث المياه نتجة انقطاع الكهرباء عن البلدة .
- قتل العشرات من الأطفال في هجوم بالمدمقية الثقيلة على قرية بلاوات- مغرق بخدينا باتجاه

محيز الخازن في محافظة نينوى

#### ٥- تدمير التراث والمعالم الدينية

- تفجير مزار مقبرة الأريسين صحابي وسط مدينة تكريت ويضم المزار اضرحة (٤٠) صحابياً .

#### ٦- انتهاكات للجوانب الاقتصادية والصحية :

- سرقة ١٥ مليار دينار من المصارف الحكومية والأهلية في مدينة الفلوجة.
- سرقة أربعة كيلو غرام من الذهب من دور نقد الفوظطين في الفلوجة .
- منع الاطباء من الرجال من اجراء العمليات الجراحية للنساء بحجة مخالفة ذلك لأحكام الشريعة .
- تفجير الجسر العائم الذي يربط ناحية الضلوعية بقضاء بلد .
- تفجير عشرات المنازل العائدة لابناء المكون اليزيدي في سنجار .
- تفجير عشرة منازل في قضاء القائم بحجة تعاون مالكيها مع القوات الأمنية .



## وزارة حقوق الإنسان MINISTRY OF HUMAN RIGHTS

- اصدار بيان في محافظة نينوى يحذر فيه تنظيم داعش الإرهابي التجار من أبناء المكون الايزيدي والمسيحي بوجود تسليم أموالهم وممتلكاتهم الى شركائهم من المسلمين .
- تفجير ثلاثة منازل شمال مدينة تكريت تعود لضياعه في قوات الشرطة العراقية .
- تفجير منزل رئيس محكمة استئناف صلاح الدين فيصل العزاوي في ناحية بتراب .



Ref/ 597/14

The Permanent Mission of Republic of Iraq to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva presents its compliments to the Office of The High Commissioner for Human Rights, and has the honor to enclose herewith the report of the Ministry of Human Rights of Iraq concerning the violation and abuses committed by the so called (ISIL) and other affiliated terrorist groups against the Iraqi people in the areas under their control. The report covers the period 7 -27 October 2014.

The Permanent Mission of the Republic of Iraq avails itself of this opportunity to renew to the Office of The High Commissioner for Human Rights the assurances of its highest consideration.

**Enclosures**

- The report ( 7 pages).



Geneva, 13 November 2014

**High Commissioner for Human Rights**  
**Geneva**



## وزارة حقوق الإنسان MINISTRY OF HUMAN RIGHTS

جرائم عصابات داعش الإرهابية وانتهاكات حقوق الإنسان  
في المحافظات الساخنة للفترة من ١٠/٧ ولغاية ٢٧/١٠/٢٠١٤

### ١- الجرائم الماسة بالحياة وسلامة البدن ( قتل ، تعذيب ، اختطاف ) .. انتهاك للمادة

#### ( ٣ ) من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان

- اعدام مواطنين اثنين من أبناء مدينة الفاروجة متنفذاً بتهمة التعاون مع القوات الأمنية .
- اعدام تسعة اشخاص في كركوك وييجي وهم من عناصر الصحوة .
- اعدام الصحفي رعد العزاوي الذي كان يعمل مصوراً لقناة صلاح الدين الفضائية وشقيقه واثنين آخرين من أبناء مدينة العلم .
- قيام عصابات داعش باعدام سبعة اشخاص " ذبحاً " جنوبي غرب كركوك في قرية الحمل التابعة لناحية الرياض والقاء جثث الشهداء بطي قارعة الطريق .
- نقل المختطفين من النساء والأطفال من قضاء تلعر الى قضاء سنجار / قرية كوجو في خطوة لاستخدامهم كدروع بشرية خلال الهجوم المرتقب للقوات الأمنية لتحرير قضاء سنجار .
- اعدام (١٥) مواطناً ربيعاً بالرصاص في ناحية النجاج غرب محافظة نينوى .
- اعدام سبعة جنود في ناحية العلم تم اختطافهم في وقت سابق من منطقة للمور شمال غرب سامراء .
- قتل ١٧ شاباً بعد اختطافهم من منطقة خزنايات في محافظة ديالى .
- اعدام الصحفي مهند العكدي ربيعاً بالرصاص في معسكر الغزالي والشهيد كان يعمل في إحدى الفضائيات في محافظة نينوى .
- اعدام خمسة مواطنين في ناحية السعدية في محافظة ديالى بتهمة التعاون مع الأجهزة الأمنية .



## وزارة حقوق الإنسان MINISTRY OF HUMAN RIGHTS

- اختطاف ثلاثة مواطنين من ناحية الحضر في محافظة نينوى بذريعة تعاونهم مع الأجهزة الأمنية.
- قامت تلك العصابات الإرهابية باستخدام الغازات السامة خلال مواجهتها القوات الأمنية في محافظة صلاح الدين .
- عصابات داعش الإرهابية تنتكر بزي كردي وتقوم باختطاف وقتل العشرات من أبناء قرية سريلية التابعة لناحية قره تبة .
- قتل أربعة أئمة مساجد في حي الوحدة المعادي لقضاء الشرفاء على خلفية رفضهم لتواجد عناصر تنظيم داعش الارهابي في الحي .
- اعدام شاب موصل شتقاً بعد رفضه تزويج شقيقته البالغة من العمر (١٢) عاماً من احد عناصر عصابات داعش الإرهابية وهو سعودي الجنسية .
- اعدام امر الفوج الرابع لطوارئ شرطة نينوى ( العميد عبد العزيز علي الجبوري ) بعد يومين من اختطافه من منزله في ناحية القيارة في الموصل من قبل عصابات داعش الإرهابية كما قامت تلك العصابات باعتقال العشرات من المواطنين ممن شاركوا في التشييع .
- اعدام اكثر من ٦٠ شخصاً رسمياً بالرصاص في مدينة الموصل من بينهم ( ٥ ) ضباط شرطة.
- اعدام خمسة اشخاص نحرأ وسط ناحية الاسحاقي التابعة لقضاء بلد ارفضهم الانضمام للتنظيم.
- قتل ثلاثة أطباء في مدينة الموصل

- قصف مجمع البغدادي الواقع في قضاء هزيت بغلاف الطرر السام

### ٢- التهجير والنزوح القسري... انتهاك للمادة ١/١٣ من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان

- قيام عصابات داعش بتهجير عوائل قرية تروين التابعة لقضاء التيسورية بالشام .
- تهجير العوائل في منطقتي امينة وحي المعلمين وسط قضاء هيت من قبل عصابات داعش بحجة ضرورات أمنية .
- اقتحام قرية على السراي في محافظة ديالى وتهجير مواطني القرية .



## وزارة حقوق الإنسان MINISTRY OF HUMAN RIGHTS

### ٣- استهداف الأقليات ..... انتهاك للمادة ١٨ من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان

- قيام عصابات داعش الإرهابية بمحاصرة مجعبي اليرموك والقاسية التابعين لقضاء سنجار ومحاصرة الآلاف من أبناء المكون الأيزيدي وخطف وقتل عدد من المواطنين في مجمع اليرموك
- قيام عصابات داعش الإرهابية بالسيطرة على مجعبي دهولا وبرك وتقوم باختطاف وقتل العشرات من أبناء المكون الأيزيدي .

### ٤- استهداف الفئات الضعيفة ( المرأة ، الطفل ، ذوي الاحتياجات الخاصة ) انتهاك للمادة

- ١/ من اعلان القضاء على العنف ضد المرأة وإعلان حقوق الطفل المبدأ الثاني ١٩٥٩ والمادة ( ٣ ) من الإعلان الخاص لحقوق المعوقين.

#### المرأة:

- اعدام المرشحة السابقة لمحافظة نينوى زينة نوري عبد بتاريخ ٢٠١٤/١٠/٧ .
- اعدام امرأة من ناحية السعدية بتهمة الانتماء للقوى الأمنية .
- احتجاز سبع نساء كونهن زوجات منتسبين من القوات الأمنية وموظفات جرى اعتقالهن في وقت سابق .

- اعدام تسع نساء وسط مدينة الموصل رهن بالرصاصة بينهن محامية وطبيبتان بتهمة التعاون مع القوات الأمنية الحكومية .
- استمرار هذه العصابات بإصدار البيانات والفتاوى التي تجبر النساء على ارتداء النقاب وفرض عقوبة الجاد بحق من تخالف هذه الفتاوى .



## وزارة حقوق الإنسان MINISTRY OF HUMAN RIGHTS

- خطف ثلاث فتيات ايزيديات من قرية لوفات في قضاء سنجار .
- قامت تلك العصابات الإرهابية بقطع رأس امرأة في الثلاثينات من عمرها بعد قتلها أحد عناصر تلك العصابات. اثر محاولة الاغتداء عليها جنسياً في قضاء المقدادية التابع لمحافظة ديالى.
- خطف خمس فتيات عربيات من قضاء الحويجة التابع لمحافظة كركوك بعد رفض ذويهن تزويجهن من عناصر لتنظيم داعش الإرهابي .

### الطفل

- قيام عصابات داعش الإرهابية بإلقاء سوق لبيع الأطفال في حي القدس وسط الموصل فضلاً عن الاتجار بالأعضاء البشرية كوسيلة لتمويل تنظيمهم الإرهابي .
- قيام هذا التنظيم الإرهابي بتجنيد الأطفال في معسكرات خاصة بعضهم من الايتام او ممن تم انتزاعهم من ذويهم لاستخدامهم كدروع بشرية او تنفيذ عمليات إرهابية .

### ٥- تدمير التراث والمعالم الدينية

- قيام تلك العصابات الإرهابية بقصف مزار الدين شرف الدين الخاص بالمكون الايزيدي بقذائف الهاون والمنفجحة الثقيلة وتسبب بخسائر بشرية ومادية .
- تفجير مزار ( قبة ناسر دين ) في بعشيقه وهو احد المزارات العريقة لأبناء المكون الايزيدي .
- تفجير مزار عرف الدين ومزار لماندين العائتين لأبناء المكون الايزيدي .
- تفجير حسينيين في قرية السراي .
- تفجير خمسة مساجد في ناحية البجدة التابعة لقضاء الشقراط في محافظة نينوى .
- تفجير مرقد ومسجد الامام محمد الدري الذي يعود نسبة الشريف الى الامام موسى الكاظم ( عليه السلام ) ومرقد السيد صالح النعمي ومزار ( قبة شعيب ) ومرقد ( السيد يحيى ) في قضاء الدور في محافظة صلاح الدين .



## وزارة حقوق الإنسان MINISTRY OF HUMAN RIGHTS

- تخفيض عدد من الكنائس ونهب محتوياتها في مناطق برطلة وتكليف وبمشيئة التابعة لسهل بلوى .
- قصف منطقة الجبور جنوب ناحية الضلوعية في محافظة صلاح الدين بقدائق الهاون أسفر عن عدد من الإصابات واضرار مادية بالمتلكات .

### ٦- التضييق على الحريات العامة :

- تهديد كافة أئمة وخطباء مدينة القلوجة ممن رفضوا مبايعة " التنظيم " بوضعهم تحت الإقامة الجبرية في منازلهم ومنعهم من صعود المنابر .
- قيام عصابات داعش بإصدار منشور أو بيان تمهل فيه الأساكنة والأطباء وجميع المواطنين النازحين من محافظتي نينوى وصلاح الدين ( ١٠ ) أيام للعودة إلى منازلهم وفي حالة الامتناع سيتم سلب ونهب وتفجير أو مصادرة منازلهم .
- قيام مسؤول ما يعرف بديوان التعليم في عصابات داعش الإرهابية المدعو " ذو القرنين " وهو مصري الجنسية بإصدار بيان يمنع بموجبه الطلبة في محافظات نينوى وصلاح الدين وكركوك والاتباع من أداء الامتحانات في إقليم كردستان .
- قامت عصابات داعش الإرهابية بتوزيع منشوراً في قضاء الرطبة في محافظة الانبار حددت بموجبه أسعار بيع وشراء الثقل والدور السكنية في القضاء .
- ما يعرف بـ " ديوان الحسبة " في تنظيم داعش الإرهابي يفرض على طلاب المدارس والكلبات والمعاهد في المناطق التي يسيطر عليها هذا التنظيم الإرهابي ارتداء الزي الاعفاني وما يعرف بـ " الثياب " " الثمنار " " الثنابيت " .

### ٧- انتهاكات للجوانب الاقتصادية والصحية :

- قامت عصابات داعش الإرهابية باستقطاع مبالغ مالية من رواتب موظفي محافظة نينوى بحجة الزكاة ووصلت تلك المبالغ إلى ( ٢٥ ) دولار من كل راتب .



## وزارة حقوق الإنسان MINISTRY OF HUMAN RIGHTS

- تفخيخ دور عدد من المواطنين في مدينة تكريت بشكل كلي .
- قيام احد عناصر عصابات داعش الإرهابية بحرق منزل والده وشقيقه في ناحية المنصورية في محافظة ديالى .
- قيام عصابات داعش الإرهابية بتدمير ٢٠٠ منزلاً سكنياً لمواطنين من قبيلة الزركوش في ناحية السعدية في محافظة ديالى .
- يعاني السكان في المناطق التي تسيطر عليها عصابات داعش الإرهابية من شحة في الوقود والمواد الغذائية كما يواجه المواطنون الايزيديون المعتقلين في جبل سنجار ظروف إنسانية صعبة مع حلول فصل الشتاء
- قامت عصابات داعش الإرهابية بسلب ونهب محتويات المنشآت الحكومية من موجودات وأثاث في نواحي برطلة ، بعشيقه و الخمدانية وتنتجها صوب مدينة الموصل .
- تدمير معمل خياطة برطلة الحكومي بحجة مخالفة ما ينتجه من ملابس بنائية وولادية ورجالية لمبادئهم شرعهم .
- تفجير أربعة منازل في شمال وشرق تكريت بذريعة ان تلك الدور تعود لمنتسبين في الأجهزة الامنية الحكومية .
- تفجير مدرسة ابتدائية في ناحية الاسحاقي التابعة لقضاء بلد بذريعة ان المدرسة كانت تستخدم مقرراً للأجهزة الأمنية .
- تفجير منزل محافظ صلاح الدين ومنزليين يعرذان لشقيقه في قرية الحجاج / التابعة لقضاء عيسى شي .
- تفجير منزلين في ناحية الحضر في محافظة نينوى بحجة عائلتيها الى منتسبين في الأجهزة الأمنية الحكومية .



## وزارة حقوق الإنسان MINISTRY OF HUMAN RIGHTS

- تفجير أربعة منازل سكنية في قرية شروين التابعة لناحية المنصورية في محافظة ديالى تعود لخاضع من الصحرات " أبناء العراق "
- تفخيخ ( ٧٥ ) منزلاً في الساحل الايمر من قضاء الشرقاط في محافظة نينوى تمهيداً لتفجيرها.
- تفجير منزل النائب الأول لمحافظة الانبار ( إسماعيل الهلوب ) في ناحية الاسعالي في محافظة صلاح الدين
- تفجير منزل مدير شرطة بيجي العقيد جاسم المردود الواقع في قرية المزرجة جنوب قضاء بيجي .
- تدمير عصابات داعش الارهابية بفرض الاتاوات على المواطنين من تجار وكسبة وموظفين ومناقلي شاحنات النقل لتحويل افرادها وصلواتها الإرهابية .
- عصابات داعش الإرهابية تصدر منشوراً تحدد فيه أسعار الادوية والمستلزمات الطبية في الصيدليات .
- تفجير (٢٠) منزلاً في قرية خزرج شرق ناحية الضلوعية في محافظة صلاح الدين تعود ملكيتها لشيوخ وضباط ومنتسبين في القوات الأمنية مستمرين بالخدمة .
- امتداد عصابات داعش الإرهابية فتوى بأمر من " قاضي قضائتها " يقضي بمسحرة دور وممتلكات المواطنين من أبناء المذهب الشيعي في ناحية الرشاد التابعة لمحافظة كركوك .
- معاناة ومدب دار النائب عبد الله فوز الجريا في قضاء ربيعة في محافظة نينوى وضحه لما يعرف بـ "ديوان بيت المال" في تنظيم داعش الإرهابي
- تفجير منزل والد النائب غازي الكعوب غربي مدينة الرمادي .

المكتب الإعلامي

٢٠١٤/١٠/٣٠



Ref/ 670/14

The Permanent Mission of Republic of Iraq to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva presents its compliments to the Office of The High Commissioner for Human Rights, and has the honor to enclose herewith the report of the Ministry of Human Rights of Iraq concerning the violation and abuses committed by the Terrorist entity so called (ISIL) and other affiliated terrorist groups against the Iraqi people in the areas under their control. The report covers the period 18 -30 November 2014.

The Permanent Mission of the Republic of Iraq avails itself of this opportunity to renew to the Office of The High Commissioner for Human Rights the assurances of its highest consideration.

**Enclosures**

- The report ( 6 pages).

  
 Geneva, 29 December 2014  


**High Commissioner for Human Rights**  
**Geneva**



## وزارة حقوق الإنسان MINISTRY OF HUMAN RIGHTS

### جرائم عصابات داعش الإرهابية وانتهاكات حقوق الإنسان

في المحافظات الساخنة للفترة من ١١/١٨ ولغاية ٢٠١٤/١١/٣٠

- ١- الجرائم الماسة بالحياة وسلامة البدن ( قتل ، تعذيب ، اختطاف ) .. انتهاك للمادة ( ٣ ) من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان
  - قيام كيان داعش الإرهابي باختطاف (٦٠) مواطناً من أقارب وزير الدفاع خالد العبيدي يسكنون احياء مختلفة من مدينة الموصل من أبناء عمومته وإخواله ومقربين من أبناء عشيرته وتم اقتيادهم الى جهة مجهولة.
  - اختطاف (٧٠) مواطناً من أبناء عشيرة الجحيشاتية في الموصل وتم اقتيادهم الى جهة مجهولة.
  - قيام كيان داعش الإرهابي بإعدام (٢٥) من عشيرة البو نمر في منطقة السجارية .
  - اختطاف ثلاثة مواطنين من أبناء مدينة الحويجة في محافظة كركوك أثناء عولتهم من مدينة تكريت بحجة تعاونهم مع القوات الأمنية .
  - قيام كيان داعش الإرهابي بإعدام مواطنين من قضاء الحويجة امام جمهرة من المواطنين بحجة تعاونهم مع القوات الأمنية .
  - اختطاف الشيخ ( حسين حميد عامود الجبوري ) ويصحبه شخصين من قضاء الحويجة في محافظة كركوك .
  - عصابات داعش الإرهابية بثن حملة خطف لأبناء عشيرة الكراينة في محافظة الأنبار ومن بينهم شقيق النائب احمد السلمي ونصحيتهم الى جهة مجهولة .
  - إصابة للعشرات جراء القصف بقذائف الهاون الذي شنه كيان داعش الإرهابي على قضاء بلد.
  - اختطاف (٢٧) مواطناً من أبناء قضاء الحضر .



## وزارة حقوق الإنسان MINISTRY OF HUMAN RIGHTS

- قيام عناصر كيان داعش الإرهابي بمهاجمة عشيرة البو ميثوب في محافظة نينوى لرفضهم مشاركة عناصر هذا الكيان الإرهابي شن هجوم على المتحصنين من أبناء المكون الايزيدي في سنجار .
- اختطاف العشرات من المواطنين في قضاء السعدية وجلولاء اثناء هروب عناصر كيان داعش الإرهابي من القضاة .
- اعدام عشرة أطباء تم اعتقالهم من عدة مستشفيات في محافظة نينوى على خلفية امتناعهم عن معالجة جرحى كيان داعش الإرهابي .
- قيام كيان داعش الإرهابي باتخاذ عدة مواقع في حوض حميرين كمقابر جماعية لدفن جثث المختطفين من قبل هذا الكيان الإرهابي .
- اختطاف (١٧) شيخاً من شيوخ عشيرتي العبادلة والجمشيات غربي الموصل واقتيادهم الى مكان مجهول .

### ٢- التهجور والتزوج القسري.... انتهاك للمادة ١٣/١ من الإعلان العالمي لحقوق الانسان

- تزوج جماعي لاهالي قرية الزوية في محافظة الانبار نتيجة استيلاء كيان داعش الإرهابي على منازل السكان وارتكاب جرائم .

### ٣- استهداف الأقليات..... انتهاك للمادة ١٨ من الإعلان العالمي لحقوق الانسان

- قصف مزار شرف الدين بقذائف الهاون وأمر احد مزارات أبناء المكون الايزيدي وتسبب القصف بإصابة عدد من المواطنين المتحصنين في المزار والحاق واضرار مادية جسيمة .
- قيام كيان داعش الإرهابي بشن هجوم على المتحصنين من أبناء المكون الايزيدي في جبل سنجار مستغلين سوء الظروف الجوية .



## وزارة حقوق الإنسان MINISTRY OF HUMAN RIGHTS

٤- استهداف الفئات الضعيفة ( المرأة ، الطفل ، ذوي الاحتياجات الخاصة ) انتهاك للمادة ١/ من اعلان القضاء على العنف ضد المرأة وإعلان حقوق الطفل المبدأ الثاني ١٩٥٩ المادة ٣ من الإعلان الخاص لحقوق المعوقين.

### المرأة:

- انتحار فتاة ايزيدية تسكن مجمع القحطانية بسبب الأوضاع المساوية التي تعيشها عائلتها تحت وطأة ممارسات كيان داعش الإرهابي .
- قيام كيان داعش الإرهابي بإعدام ثلاث نساء في الثلاثينات من العمر وسط مدينة الموصل .
- نقل العشرات من النساء للمحتضفات من محافظة نينوى الى محافظة الرقة السورية .
- مقتل امرأة طاعنه في المن من سكنه منطقة الجزيرة في محافظة الأنبار بنيران قناص من كيان داعش الإرهابي .
- مقتل امرأة وطفلها بنيران قناص من كيان داعش الإرهابي في منطقة التأميم في محافظة الأنبار.
- قيام عناصر من كيان داعش الإرهابي بجلد طيبة في مستشفى الزهاوي لامتناعها عن ارتداء النقاب .

### الطفل

- وفاة ١٨ طفلاً من أبناء قرية الزوية في محافظة الأنبار نتيجة نزوحهم نحو الصحراء .
- تحويل احد رياض الأطفال في حي الاتصالات وسط مدينة الموصل الى ملجأ للايتام وتم فيه إيداع (١٥٠) طفلاً يتيماً.



## وزارة حقوق الإنسان

### MINISTRY OF HUMAN RIGHTS

#### ٥- تدمير التراث والمعالم الدينية

- تفجير كنيسة مار كوركيس ودير الراهبات في حي العربي شمال مدينة الموصل .
- تفجير مزار ومرقد الشيخ صالح في قرية شبيحة التابع لقضاء داقوق في محافظة كركوك.

#### ٦- التضيق على الحريات العامة :

- بأمر من زعيم كيان داعش الإرهابي المجرم أبو بكر البغدادي تغيير الوقت المحلي لمحافظة نينوى وذلك بتقديم الوقت (٦٠) دقيقة يزعمه مخالفة التوقيت الرسمي المعمول به في كل محافظات العراق .
- قيام كيان داعش الإرهابي بالتمسيد على تنقل المواطنين الى المحافظات الشمالية من إقليم كردستان وباتجاه سوريا وتركيا كما فرضت قيود على التنقل نحو محافظة صلاح الدين والزمّت المواطنين بتسليم هوية الأحوال المدنية ومنعهم حمل الهواتف النقالة خوفاً من تصوير فضح و جرائمها .
- اصدار ما يعرف برئيس " ديوان التعليم " بيان يتوعد فيه الاساتذة الجامعيين المنقطعين عن الدوام بعقوبة الجلد (٦٠) جلدة .
- اصدر كيان داعش الإرهابي بياناً أعلن فيه عن نية هذا الكيان الإرهابي قطع كل شبكات الاتصال العاملة في محافظة نينوى بحجة استخدامها من قبل المواطنين لنقل معلومات للقوات الأمنية .

#### ٧- انتهاكات للجوانب الاقتصادية والصحية :

- تفجير منزل ومضيف امير قبائل نعيم الشيخ ماجد السلیمان وسط مدينة الرمادي .
- قيام كيان داعش الإرهابي باجبار المواطنين من أبناء الموصل على التبرع بالدم لصالح جرحى هذا الكيان الإرهابي عقب ازدياد الغارات الجوية على مواقعه .



## وزارة حقوق الإنسان

### MINISTRY OF HUMAN RIGHTS

- قيام كيان داعش الإرهابي بمصادرة عشرات الدور في مركز قضاء الحريجة بحجة عائلتيها لمنسبين في القوات الأمنية .
- قيام كيان داعش الإرهابي باختطاف ستة تجار من أبناء مدينة الموصل لرفضهم دفع الاتوات .
- تفخيخ مداخل قضائي القيارة والبعاج بالعبوات الناسفة والالغام .
- قيام كيان داعش الإرهابي بانتهاك حرمة المساجد واتخاذها مقراً لهم .
- تخريب الدور السكنية والبنائيات الحكومية في مجعات العروبة ، اليرموك ، الاتلس والعنانية) فضلاً عن سلب ونهب محتوياتها .
- كيان داعش الارهابي يجبر المواطنين في قضاء القائم على البدء بالتبادل النقدي بالسكوكات التي أصدرها هذا الكيان الإرهابي .
- تفجير الدور السكنية للمواطنين في منطقة العبيدي شمال قضاء باد بهدف نشر الرعب بين السكان.
- الاستيلاء على ١٥ الف رأس من الغنم من قرى قضاء ربيعة وسنجار والاتجاه بها نحو الأراضي السورية .
- قيام هذا الكيان الإرهابي بالاستيلاء ومصادرة للمواد الأولية والمنتج النهائي من مادة الفوسفات بعد سيطرة عناصر هذا الكيان على معمل الفوسفات في محافظة الانبار ونقل كميات من هذه المواد الى محافظة الرقة السورية .
- مصادرة وتخريب كميات كبيرة من الأوراق الرسمية وأجهزة الحاسوب الموجودة في مديرية تربية الرمادي .
- قيام كيان داعش الإرهابي بإصدار تعليمات لإدارات مستشفيات ( العام ، الجمهوري ، العسكري والزهاوي ) في تجانب الأيمن و( مستشفى السختم ) في تساحل الأنسر من مدينة الموصل بوجوب احتكار الابوية والمستلزمات لصالح جرحى هذا الكيان الإرهابي كما قامت تلك العصابات باغلاق أقسام الطب الاسري في عموم مستشفيات محافظة نينوى ومنع تداول عقاقير منع الحمل .
- تفخيخ وتفجير سجن بالوش بالكامل بعد نقل المحتجزين فيه واغلبهم من قضاء تلغفر وسنجار الى جهة مجهولة .



## وزارة حقوق الإنسان

### MINISTRY OF HUMAN RIGHTS

- تفخيخ وتفجير العديد من مساجد وجوامع قضائي السعدية وجولاء بعد ان كان كيان داعش الإرهابي يتخذها مراكز لمحاكمه الشرعية ويمارس فيها كافة صنوف التغذية .
- تفخيخ الشوارع والدور السكنية في منطقة السجارية شرق مدينة الرمادي .
- اصدار كيان داعش الإرهابي لبيان يعلن فيه الحاق قضائي الشرقاط والعلم بمحافظة نينوى واطلقت عليها تسمية ( مناطق ولاية جنوب الموصل ) .
- انتشار الامراض والايئة في المناطق التي يسيطر عليها كيان داعش الإرهابي بسبب تلوث مياه الشرب والانتقاع المستمر في التيار الكهربائي واتعدام الخدمات والرعاية الصحية .
- قيام كيان داعش الإرهابي باحتكار بيع أسطوانات الغاز في محافظة نينوى وبيعها بأسعار مرتفعة جداً .

المكتب الإعلامي

٢٠١٤/١٢/٤



Ref : 029

The Permanent Mission of The Republic of Iraq to the United Nations Office and other International Organizations at Geneva presents its compliments to the Office of The High Commissioner for Human Rights and has the honor to enclose herewith the report of the Ministry of Human Rights of Iraq concerning the violation and abuses committed by the terrorist entity the so called (ISIL) and other affiliated terrorist groups against the Iraqi people in the areas under their control. The report covers the period 1-15 December.2014.

The Permanent Mission of The Republic of Iraq avails itself of this opportunity to renew to the Office of The High Commissioner for Human Rights the assurances of its highest consideration.



Geneva, 14<sup>th</sup>.Jan. 2015

The Office of The High Commissioner for Human Rights



## وزارة حقوق الإنسان MINISTRY OF HUMAN RIGHT

### جرائم عصابات داعش الإرهابية وانتهاكات حقوق الانسان في المحافظات الساخنة للفترة من ١٢/١ ولغاية ١٥/١٢/٢٠١٤

- ١- الجرائم الماسة بالحياة وسلامة البدن ( قتل ، تعذيب ، اختطاف ) .. انتهاك للمادة ( ٣ ) من الإعلان العالمي لحقوق الانسان
- قيام كيان داعش الإرهابي بإعدام ثلاثة شبوخ من عشيرة الجبور امام مبنى محافظة نينوى بحجة معارضتهم لممارسات هذا الكيان الإرهابي المجرم .
- قيام كيان داعش الإرهابي بشن هجوم على عشيرة ابو حاتم شرقي مدينة الرمادي بسبب مناصبتها لوجود هذا الكيان الإرهابي .
- قصف منطقة حي العمال شمال شرق مدينة الحبيانية السياحية بقذائف الهاون اسفر القصف عن استشهاد وجرح العشرات من المواطنين
- اعلان كيان داعش الإرهابي من خلال تسريبه بعض الاخبار عن تسميم بعض أنواع الفاكهة والخضر وارسالها نحو جنوب مدينة الموصل وارسالها الى باقي المحافظات لتوزيعها على الزلقرين خلال اربعينية الامام الحسين (ع) .
- قصف جنوب مدينة بلد بقذائف الهاون الامر الذي تسبب عن استشهاد واصابة (٢٢) مواطناً من بينهم نساء وأطفال .
- استشهاد (١٢) مواطناً اثر قيام كيان داعش الإرهابي بتفجير (٤) ميارات مفخخة وقصف بقذائف الهاون على قضاء البيгдаي شمال مدينة الرمادي -
- اعدام ثلاثة مواطنين رمياً بالرصاص وسط السوق الشعبي في قضاء هيت بحجة عدم اعلانهم التوبة .
- اعدام (١٠) اشخاص من أبناء عشيرة الكرايلة في قضاء القائم .



## وزارة حقوق الإنسان MINISTRY OF HUMAN RIGHTS

- اعدام (٣) اشخاص من عشيرة الجيسات في حي المهندسين شمال شرق قضاء بيجي بتهمة التواصل مع القوات الأمنية .
- اختطاف (٢٠) شخصا من أبناء قبيلة الجبور في قضاء الحويجة التابع لمحافظة كركوك .
- قيام كيان داعش الإرهابي بنفن جثث الضحايا من المواطنين في مقابر جماعية في كل من قرية العنبة والرقبة في الموصل .
- اختطاف (١٠) ضباط شرطة وجيش من جنوب مدينة الموصل واقتيادهم لجهة مجهولة .
- قتل (١٦) مواطناً من عشيرة البونمر في منطقة البوعساف قرب مدينة الرمادي .
- اختطاف (٤٠) مواطناً من منازلهم من منطقة الخانوكة شمال مدينة تكريت .
- اعدام ثلاثة موظفين حكوميين في قضاء هيت رمية بالرصاص امام حشد من المواطنين لرفضهم اعلان التوبة للتتليم .
- قيام كيان داعش الإرهابي بنفن جثث الضحايا في مقبرتين جماعيتين في حي الجولان ومنطقة الزغاريد في ناحية الصقلاوية في محافظة الأنبار .
- قيام كيان داعش الإرهابي باحتجاز العشرات من عمال الخدمة الأجانب من جنسيات اسبوية يتواجد اغلبهم في منطقة النزيرة في مدينة الفلوجة يتم استغلالهم من قبل عناصر الكيان في صناعة العقاقير المخدرة .
- اختطاف وقتل العشرات من أبناء عشيرة الجيسات في مناطق الشرقاط والصينية واطراف بيجي على خلفية مشاركة أبناء العشيرة القوات الأمنية والحشد الشعبي في قتال عناصر كيان داعش الإرهابي وتشكيلهم قوة عشيرة للجيسات المشاذرية لمقاومة الإرهاب .
- قتل شاب يبلغ من العمر (١٧) عاماً شقاً في مدينة الحويجة غربي محافظة كركوك بحجة التقاطه صور لأحدى مقرات كيان داعش الإرهابي .



## وزارة حقوق الإنسان MINISTRY OF HUMAN RIGHTS

- قيام كيان داعش الإرهابي بقتل امام وخطيب جامع النبي إبراهيم وسط الموصل الشيخ نعمان فائق بحجة رفضه اصدار فتوى تجيز الاستيلاء على منازل المسيحيين والشيعة والتركمان النازحين من مدينة الموصل .

٢- التهجير والنزوح القسري.... انتهاك للمادة ١٣/١ من الإعلان العالمي لحقوق الانسان  
- تهجير مئات العوائل من ناحية الوفاء شمال قضاء حديثة حيث توعد العوائل بالقتل في حال عدم تركهم الناحية نحو الصحراء حيث عانوا ظروف إنسانية قاسية نتج عنها وفاة اعداد من الأطفال والشيوخ .

٣- استهداف الإكثيات ..... انتهاك للمادة ١٨ من الإعلان العالمي لحقوق الانسان  
- تفجير نور لمواطنين من أبناء الشبك وتجزيف الدور بعد تفجيرها في مناطق كوكجي وبازوليا.  
- اختطاف ( ٣ ) اشخاص ومن أبناء المكون الايزيدي في محافظة نينوى بحجة كونهم مرشحين لانتخابات مجالس المحافظة السابق .  
- استهداف مزار الدين شرف الدين وهو احد مزارات المكون الايزيدي والذي تحصن فيه عدد منهم بسيارة مفخخة .

٤- استهداف الفئات الضعيفة ( المرأة ، الطفل ، ذوي الاحتياجات الخاصة ) انتهاك للمادة ١/ من اعلان القضاء على العنف ضد المرأة وإعلان حقوق الطفل المبدأ الثاني ١٩٥٩ المادة ٣ من الإعلان الخاص لحقوق المعوقين.

### المرأة:

- قتل امرأة جنوب مدينة تكريت .  
- وفاة ٢٥ فتاة وامرأة نتيجة اصابتهم بمرض ( الايدز ) كشف النقاب عنها بعد حالات الإجهاض التي تتعرض لها بعض النساء في محافظة نينوى من قبل عناصر كيان داعش



## وزارة حقوق الإنسان MINISTRY OF HUMAN RIGHTS

- الإرهابي بذريعة جهاد النكاح وان اغلب المقاتلين في هذا الكيان من عرب وأجانب حاملين لفايروس هذا المرض.
- قيام احد مجرمي كيان داعش الإرهابي والمدعو " أبو فنس الليبي " عن قتل أكثر من (١٥٠) امرأة يعضهن حوامل بسبب رفضهن لفكرة جهاد النكاح .
- قيام كيان داعش الإرهابي باقتياد العشرات من الفتيات بشكل يومي الى داخل مزرعة في ناحية الصقلاوية في محافظة الأنبار حيث يتم اغتصابهن وتصوير عملية الاغتصاب وحفظها في أقراص مدمجة لاستخدامها في ابتزاز عوائل الضحايا .
- لأزال كيان داعش يحتجز عدداً كبيراً من النساء اغلبهن من المكون الأيزيدي والقومية التركمانية ونساء من عشيرة أبو نمر يتم استغلالهن جنسياً او بيعهن .
- انتحار ثلاث فتيات ايزيديات محتجزات لدى كيان داعش الإرهابي في قرية كسر محراب بعد صعق أنفسهن بالتيار الكهربائي في حمامات مكان اعتقالهن .
- جند قتي يبلغ من العمر (١٥) عاماً وسط مدينة الموصل بحجة استخدامه رنة هاتف عربية وعلى اثرها أصيب القتي بجروح بلوثة .
- **الطفل**
- وفاة طفلين في مخيم النازحين في مدينة خانكة في محافظة دهوك بعد احتراق الخيمة التي تأويهم.
- قيام كيان داعش باستخدام دار الأيتام التابعة لوزارة العمل والشؤون الاجتماعية في مركز مدينة الموصل لايواء ١٥٠ يتيماً في حين ان طاقته الاستيعابية (٥٥) يتيماً مما تسبب بفرار أكثر من (١٧) يتيماً الى جهة مجهولة في حين يعاني الباقون من سوء التغذية وعدم توفر الاسطية .
- وفاة ثلاثة أطفال غالبيتهم من الايتام من العوائل المهجرة من قضائي سنجار وتلعفر .
- وفاة طفلين لا تتجاوز اعمارهما (١٠) سنوات في المركز الصحي لناحية البغدادي بسبب انعدام الاوكسجين كونهما يعانيان من مرض الربو .



## وزارة حقوق الإنسان MINISTRY OF HUMAN RIGHT

- وفاة (١٠) أطفال نزهوا مع عوائلهم من ناحية الوفاء شمال قضاء حديثة بعد ان نزحت عوائلهم نحو الصحراء وعانت من ظروف إنسانية صعبة .
- استشهاده (٦) أطفال في قضاء المقدادية التابع لمحافظة ديالى نتيجة قيام كيان داعش الإرهابي بقصف القضاء بقذائف الهاون .

### ٥- تدمير التراث والمعالم الدينية

- تدمير جوامع (الامام الحسن ، الرضواني ، العمري ، إبراهيم حمر ، القدر ، شيخ الشط ، القطانيين ، الاباريقي ) في مدينة الموصل وضواحيها بحجة عدم جواز الصلاة فيها كونها تضم قبور لرجال دين وفقهاء .
- تدمير جامع الهدى وسط حي الزهور وسط مدينة تكريت .

### ٦- التضييق على الحريات العامة :

- اعلان كيان داعش الإرهابي حظر التجوال في مدينة تكريت من الساعة مساء الى الساعة الخامسة صباحاً .
- اعلان الكيان الإرهابي منع المواطنين من نقل الأثاث من المنازل الا بعد اخذ موافقات من المحكمة الشرعية للكيان الاجرامي .
- فرض خطبة موحدة على خطباء كل الجوامع في قضاء الحويجة غرب كركوك .
- قيام كيان داعش الإرهابي بتحويل جامع الحضرة في محافظة الانبار الى سجن كبير لإيواء المئات من النساء والرجال ممن تحتفظهم تلك العصابات .



## حقوق الإنسان MINISTRY OF HUMAN RIGHTS

- استخدام منبرستي الامل في الصقلاوية والحي العربي في الجولان في مدينة للفلوجة محافظة الانبار كمدارس دينية لتعليم الفتيان دون سن العاشرة مناهج وأفكار التكفير التي يؤمن بها هذا الكيان الإرهابي .
- اصدار كيان داعش الإرهابي لمنشور يتكون من (٨) صفحات يتضمن أسئلة واجوبة عن السبي وقطع الرقاب تم توزيعه على جوامع مدينة الموصل ويوضح المنشور بشكل صريح النهج التكفيري الضال لهذا الكيان المجرم .
- قيام كيان داعش الإرهابي بتفليغ إدارات المدارس في قضاء الموصل غرب كركوك بضرورة الالتزام بإرثاء الزي الاقفاي وتداول العملة النقدية الإسلامية التي سكبها التنظيم .
- جلد (١٠) اشخاص شمال مدينة تكريت بتهمة التنكيز .

### ٧- أنتهاكات للجوابب الاقتصادية والصحية :

- حرق المناهج الدراسية لمادة التربية الإسلامية للمرحلة الإعدادية المخزنة في مستودعات تربية نينوى بحجة مخالفتها " للسنة النبوية " .
- تهديد العاملين في شركات الاتصال بالقتل في حالة تشغيل محطات وإبراج الاتصال للشركات العاملة في محافظة نينوى .
- مصادرة ١٢ منزلاً تعود ملكيتها لعضو مجلس محافظة نينوى ( إحمد ناظم ) وكتابة عبارة ( عقارات الدولة الإسلامية ) عليها .
- نسف بيت ومضيف الشيخ نعيم الكعود بعد سرقة محتوياته في قرية الزوية شمال مدينة الرمادي .
- قيام كيان داعش الإرهابي بتفكيك مصفاة ثانوية في مصفى بيجي في ناحية الصينية التابعة لمحافظة صلاح الدين وتقتل أجزاء منها الى محافظة نينوى كما واعلن الكيان عن نيته نقلها الى محافظة الرقة السورية .



## وزارة حقوق الإنسان

### MINISTRY OF HUMAN RIGHT

- قيام كيان داعش الإرهابي بتعيين المجرم "حسن سعود الجبوري" والياً لمدينة الموصل بدلاً عن المجرم "معر حسن الجبوري" بعد فشل الأخير في إدارة شؤون هذا الكيان الإرهابي وتعرضه الى هزائم متكررة على يد القوات الأمنية .
- قيام كيان داعش الإرهابي بشن حصار خانق على قضاء البغدادي شمال مدينة الرمادي الامر الذي تسبب بشحة في المواد الغذائية والأدوية حيث وصل سعر كيس الدقيق الى (١٥٠) ألف دينار .
- نهب ولسب مبنى محافظة تينوى والاعلان عن نية كيان داعش الإرهابي بتجوير المبنى .
- تجوير المجلس البلدي لناحية المعتصم في محافظة صلاح الدين وتجوير ستة دور تعود لمنتسبين في القوات الأمنية .
- نصف الدور السكنية العائدة لأبناء المكون الايزيدي في عدد من المجمعات الواقعة في قضاء متجار .
- الاستيلاء على معمل ملحين شرق مدينة الفلوجة.

المكتب الإعلامي

٢٠١٤/١٢/٢٥

MISSION PERMANENTE  
DE LA RÉPUBLIQUE D'IRAQ  
AU BUREAU DE L'OFFICE DES NATIONS UNIES  
à GENEVE

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ  
المنتمية الدائمة لجمهورية العراق  
لدى مكتب الأمم المتحدة  
جنيف



THE PERMANENT MISSION  
OF THE REPUBLIC OF IRAQ  
TO THE UNITED NATIONS OFFICES  
GENEVA

Ref/650/15

The Permanent Mission of Republic of Iraq to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva presents its compliments to the Office of The High Commissioner for Human Rights, and has the honor to enclose herewith the report of the Ministry of Human Rights of Iraq concerning the violation and abuses committed by the Terrorist entity so called (ISIL) and other affiliated terrorist groups against the Iraqi people in the areas under their control. The report covers the period 16-31/12/2014.

The Permanent Mission of the Republic of Iraq avails itself of this opportunity to renew to the Office of The High Commissioner for Human Rights the assurances of its highest consideration.

**Enclosures**

- The report ( 4 pages).



Geneva, 22 January 2015

**High Commissioner for Human Rights**  
**Geneva**



## وزارة حقوق الإنسان MINISTRY OF HUMAN RIGHTS

### جرائم عصابات داعش الإرهابية وانتهاكات حقوق الإنسان

في المحافظات الساخنة للقتل من ١٢/١٦ ولغاية ٣١/١٢/٢٠١٤

- ١- الجرائم الماسة بالحياة وسلامة البدن ( قتل ، تعذيب ، اختطاف )... انتهائه للمادة ( ٤ ) من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان
  - قيام كيان داعش الإرهابي بإعدام (١٧) مواطناً من أبناء عشيرة الجيسات في محافظة صلاح الدين بحجة أنهم متسببون في القوات الأمنية .
  - اعدام (١٥) مواطناً من عشيرة الحبور وسط سوق شعبي وسط ناحية العلم بينهم أربعة شيوخ ووجهاء .
  - العثور على مقبرتين جماعيتين في ناحية السعدية في ديالى تضم رفاة العشرات من المختطفين خلال سيطرة كيان داعش الإرهابي على ناحية السعدية .
  - اعدام أربعة شبان من عشيرة اللو محل والتمثيل بجثثهم في منطقة العبيدي في قضاء القائم في محافظة الأنبار بحجة تعاونهم مع القوات الأمنية .
  - قصف حي العزة التابع لناحية المعتمم في محافظة صلاح الدين بقنارات الهاون وصواريخ الكاتيوشا مما تسبب في استشهاد وجرح عشرات المواطنين بينهم نساء وأطفال .
  - قطع يد رجل ممن يناهز عمره (٧٠) عاماً بتهمة السرقة والحقبة أنهم قاموا بذلك بسبب انتساب أربعة من أبنائه إلى القوى الأمنية .
  - اعدام طبيبين يعملان في مستشفى الجراحة الجمهوري وسط مدينة الموصل رهياً بالرضاص وأمام
- الكيان المجرم .
- قصف ناحية البغدادي بصواريخ معملة بغاز الكلور السام مما تسبب بحالات الاختناق بين المدنيين في الناحية .



## وزارة حقوق الإنسان MINISTRY OF HUMAN RIGHTS

- ٢- التهجير والتزويج القسري.... انتهاك للمادة ١٣/١ من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان
- تزوج جماعي لسكان حي العزة التابع لناحية المعتمد في محافظة صلاح الدين باتجاه قضاء سامراء بسبب تعرض الحي للقصف بقذائف الهاون والكاتريوشا من قبل كيان داعش الإرهابي .
  - تزوج (٥٠) عائلة من قضاء المقدادية بعد قصف كثيف تعرض له القضاء على يد كيان داعش الإرهابي .
  - قيام عناصر داعش الإرهابي بقطع رأس اثنين من أبناء عشيرة (ال دخية ) احد عشائر المكون الايزيدي في مركز ناحية الشمال التابعة لقضاء سنجار
- ٣- استهداف الاقليات ..... انتهاك للمادة ١٨ من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان
- العثور على مقبرة جماعية تضم رفاة (٤٠) مواطناً من أبناء طائفة الشبك شمال غربي محافظة نينوى بينهم أطفال ونساء .
  - العثور على مقبرة جماعية تضم رفاة ما يقارب (٦٠) مواطناً من أبناء الطائفة الايزيدية من عشيرة المهركان في منطقة مغروق حردان التابع لناحية الشمال في قضاء سنجار التابع لمحافظة نينوى .
  - تدمير ما يقارب الالف دار في مجموعة من قرى محافظة نينوى تعود الى أبناء طائفة الشبك.
- ٤- استهداف الفئات الضعيفة ( المرأة ، انطفن ، ذوي الاحتياجات الخاصة ) انتهاك للمادة ١/١ من اعلان القضاء على العنف ضد المرأة وإعلان حقوق الطفل السيد الثاني ١٩٥٩ المادة ٣ من الإعلان الخاص لحقوق المعوقين.

- قيام كيان داعش الإرهابي بتشكيل ما يعرف بـ" الشرطة الإسلامية " في قضاء الحويجة وحددت مهامها بتطبيق احكام الشريعة ومراقبة النماء ومدى تطبيقهن لتلك الاحكام.



## وزارة حقوق الإنسان MINISTRY OF HUMAN RIGHTS

- قيام كيان داعش الإرهابي وفي إطار نهجهم اللاشمعي يقومون بقتل أجناس وذياب أربع نساء بالدهان الأحمر واقتيادهن عبر شارع الأريعين في مدينة الفلوجة لعرضهن أمام المارة بحجة مخالفتهم لئس النقاب .
- قيام عناصر من كيان داعش الإرهابي بإعدام امرأة مسنة ومن ذوي الاحتياجات الخاصة ومن ثم حرقها في مجمع حطين التابع لقضاء سنجار .
- جلد فتاة الشابة المختطفة من قبل عناصر كيان داعش الإرهابي وتدعى ( ضحى صهيبي الروي ) من مواليد عام ١٩٩٢ ، (٨٠) جلدة لمحاولتها الانتحار اثر تعرضها للاعتداء الجنسي بعد اغتصاب ورجم ولذتها حتى الموت .
- إصابة امرأتين بجروح خطيرة على اثر قيام كيان داعش الإرهابي بقصف قضاء المقدادية بقذائف الهاون .
- اطلاق النار على المارة
- قيام كيان داعش الإرهابي بإصدار بيان يدعو فيه الشبان دون سن البلوغ للتخراط في صفوف هذا الكيان الإرهابي .
- تدمير التراث والمعالم الدينية
- تدمير كنيسة مريم العذراء في منطقة العربي شمالي الموصل .
- التضييق على الحريات العامة
- قيام كيان داعش الإرهابي بتوزيع منشور اسماء "بيان الحدود " يوضح فيه عقوبات من يخالف معتقدات هذا الكيان الإرهابي وتوعد بتطبيق العقوبات بحق المخالفين معتبرا القوانين الرسمية المعمول بها هي قوانين كافرة .
- قيام كيان داعش الإرهابي بتقليل المواطنين في مدينة الموصل بوجوب استبدال هوية الأحوال



## وزارة حقوق الإنسان MINISTRY OF HUMAN RIGHTS

- فرض التجنيد الإلزامي على المواطنين في قضاء الحويجة ونواحي الرشاد والزاب والعباسي جنوب غرب محافظة كركوك .
- قيام كيان داعش الإرهابي بجلد أربعة رجال (ثمانون جلدة) على الجسر القديم في قضاء الفلوجة بحجة التتخين .
- قيام كيان داعش الإرهابي بجلد مدرس الرياضيات المدعو (محمد صالح عويد) في مدرسة العبيدي وسط قضاء القائم ثمانين جلدة أمام الطلبة بتهمة التتخين .
- تعطيل الدوام الرسمي للمدارس المتوسطة والاعدادية في قضاء القائم في محافظة الأنبار .

### ٧- انتهاكات للجوانب الاقتصادية والصحية :

- نسف ثلاث منازل في القائم بذريعة ان مالكيها منتسبين في القوات الأمنية .
- قيام كيان داعش الإرهابي بفرض حصار خانق على قرى العبيدي ، أبو عامر والقيسين شمال شرق ناحية البغدادي غرب الرمادي ويتوعد سكان القرى المذكورة بالقتل في حال نزوحهم من منازلهم .
- قيام كيان داعش الإرهابي بإصدار بياناً يفرض فيه اتاوات على الكوادر التدريسية العاملة في محافظة نينوى ومدينة القائم بحجة عدم التزام تلك الكوادر بالدوام الرسمي .
- تقجير الجسر الرابط بين ناحية البغدادي ومنطقة الشامية غربي مدينة الرمادي .

المكتب الإعلامي

٢٠١٤/١/٨



COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME • OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS  
PALAIS DES NATIONS • 1211 GENEVA 10, SWITZERLAND  
www.ohchr.org • TEL: +41 22 917 9000 • FAX: +41 22 917 9008 • E-MAIL: registry@ohchr.org

The Office of the High Commissioner for Human Rights presents its compliments to the Permanent Mission of Iraq to the United Nations Office and specialized institutions in Geneva and other international organizations in Switzerland and has the honour to enclose an advanced copy of the report of the Investigation Mission on Iraq pursuant to Human Rights Council resolution A/HRC/RES/S-22/1 adopted on 1 September 2014 for an onward transmission to the Ministry of Foreign Affairs.

The Office of the High Commissioner for Human Rights avails itself of the opportunity to renew to the Permanent Mission of Iraq to the United Nations Office and specialized institutions in Geneva and other international organizations in Switzerland the assurances of its highest consideration.

